

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414-387-5F

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant:  
VALENTINI  
7, avenue de la Forêt-Noire  
F-67000 Strasbourg.

DU 1er MAI AU  
30 JUIN 1986.

SFF  
30FB  
3FS  
1000L.

n° 387

## La société bourgeoise est pourrie! Que vive la lutte prolétarienne!

### LE CONSENSUS POLITIQUE

Avec les élections de mars 1986 l'expérience du gouvernement de gauche a momentanément pris fin. Le cirque électoral a été, une fois de plus, l'occasion de matraquer idéologiquement et politiquement les masses ouvrières pour mieux les soumettre à l'ordre bourgeois et impérialiste sur lequel se fonde la société française. Le fatras idéologique abject déversé par tous les partis (y compris l'ex-extrême-gauche décidément spécialisée pour aller dans le sens du poil des grands "événements" qui rythment la société bourgeoise en voilant pudiquement son total aplatissement au moyen du cache-sexe de pseudos alibis révolutionnaires) et l'intense intox assénée par les médias

n'avaient qu'un seul objectif : renforcer le consensus démocratique, autour de l'Etat impérialiste en cherchant à désarmer durablement toute capacité de résistance et de lutte prolétariennes. Car avec l'approfondissement de la crise, au-delà de quelques répit conjoncturels et éphémères concernant le nord industriel et impérialiste, l'Etat et le Capital français notamment ont entrepris une vaste opération antiprolétarienne pour restaurer les profits et s'attaquer aux conditions de vie et de travail des masses. Or cette offensive, au lieu de se développer brutalement et rapidement, comme c'est le cas pour les masses travailleuses et sans réserve dans le Tiers-Monde, a été menée de manière étalée dans le temps, graduée, par étapes successives, en cherchant

à chaque fois à diviser les travailleurs pour mieux avancer. Cette division s'est traduite par un effort d'individualisation des rapports sociaux destinée à isoler les risques de révolte et à asphyxier les poussées de lutte, tandis que les moyens de répression légale (mesures administratives, violences policières, arbitraire d'une justice de classe au service des possédants) et parallèle (commandos d'extrême-droite agissant de plus en plus ouvertement et bénéficiant d'une impunité croissante, assassinats racistes, etc.) se consolidaient systématiquement. Elle a de plus permis l'intensification d'une véritable politique de discrimination et de terreur menée contre les travailleurs immigrés de manière de moins en moins

( Suite en page 2 )

## Front National : Pur produit de la démocratie bourgeoise

Les élections du 16 mars 1986 ont révélé, dans le cadre d'une modification du rapport de force entre la droite et la gauche bourgeoise et réformiste, une nouvelle répartition des partis sur l'échiquier politique. Avec l'entrée du Front National au Parlement (35 députés pour environ 10 % des suffrages exprimés) le jeu politique sur la scène bourgeoise va désormais se dérouler entre 5 partis; jeu politique dont le but est, bien sûr, de contribuer à la fois à museler, désorienter et embobiner les masses travailleuses et les forces ouvrières. Si cette innovation ne change en rien, quant au fond, la réalité impérialiste, militariste et capitaliste de la société française et de son Etat, à la défense desquels depuis 1944 les partis de droite ainsi que le PS et le PCF se sont consacrés, chacun à sa manière, en se succédant alternativement au pouvoir (y compris le PC de 1981 à 1984), elle ne doit pas moins être analysée à sa juste valeur. Cela signifie qu'il faut éviter le piège (dont les conséquences seraient catastrophiques pour une véritable perspective de lutte prolétarienne et révolutionnaire) qui consiste à surévaluer le Front National en le présentant comme un danger immédiatement fasciste, ce qui reviendrait objectivement à cacher la réalité de la violence répressive et impérialiste de l'Etat français et à dédouaner au moins partiellement les partis de droite et presque entièrement le PS et le PCF qui pourtant portent une importante responsabilité dans l'évolution d'une situation dont l'émergence du Front National n'est que la simple expression. Cela signifie également qu'il faut éviter le piège d'une sous-évaluation de la situation nouvelle créée et dont l'émergence du FN est la conséquence ce qui reviendrait à se cantonner au mieux dans des généralités ou au pire dans une certaine forme d'indifférentisme.

### LE FN, UNE MACHOIRE DU PIEGE ANTIPROLETARIEN

Potentiellement l'effet le Pen a une double valeur : une valeur conjoncturelle qui exprime une dérive à droite de la société française opérée non pas malgré la gauche mais sous sa responsabilité, de 1981 au début de l'année 86; une valeur plus structurelle aussi destinée, si le FN parvient à se maintenir comme grand parti "officiellement" reconnu sur la scène politique, à réorganiser durablement le jeu politique pour à la fois opérer un durcissement antiprolétarien de la "Démocratie" française et permettre dans ce cadre à une alternance au pouvoir des partis de centre-droite et de la gauche réformiste (le PS) d'apparaître comme un moindre mal. Cela permettrait de la

sorte de substituer, à la perspective historique antiprolétarienne "d'union de la gauche" qui a conditionné pendant près de 15 ans la vie politique française, la perspective d'une alternance balancée au centre entre le PS et la "droite classique" dont les contrepoids seraient d'une part le FN et d'autre part le PC. Le FN servant alors de repoussoir rabattant les voix ouvrières vers le PS et le PC. Ce qui est exemplaire c'est que ce nouveau piège stratégique antiprolétarien est en train de se mettre en place depuis 1984 sous la férule de la gauche et de Mitterrand. Il est utile de le rappeler pour ne pas tomber dans l'impasse imbécile et stérile de l'antifascisme démocratique bourgeois.

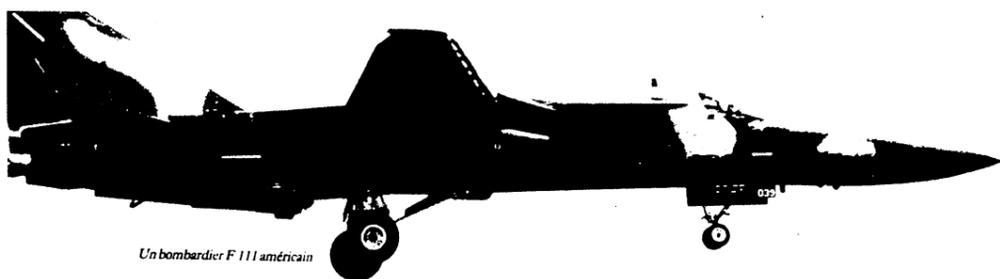
### UN PRODUIT "PUR PORC" DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE FRANCAISE

C'est donc le virage à droite de la société française qui explique la montée du FN et non l'inverse. Et ce virage n'aurait pas été possible sans le déplacement à droite du gouvernement de gauche et du PS comme du PC (depuis longtemps replié sur des positions nationalistes, chauvins et xénophobes; qu'on se souvienne du "produisons français" et de l'attaque au bulldozer d'un foyer Sonacotra). C'est le gouvernement de gauche qui venu pour "changer la vie" s'est replié (ce qui était son véritable objectif) sur la légitimation de l'entreprise et de la recherche du profit, qui a réhabilité le militarisme en se lançant dans des expéditions impérialistes au Liban et

au Tchad (et dont Mitterrand lui-même disait à propos de l'opération Manta au Tchad qu'elle était "sans précédent depuis la guerre d'Algérie"). C'est la gauche au pouvoir (par l'intermédiaire notamment de l'inénarrable Chevènement) qui a réintroduit l'"instruction civique", la Marseillaise, la concertation avec l'armée dans l'enseignement. C'est surtout la gauche au pouvoir qui dès 1983 a intensifié la répression anti-immigrée et couvert toutes les violences officielles et para-officielles exercées contre les travailleurs immigrés (qu'on se souvienne de la campagne des municipales de 1983, des déclarations immondes de Defferre, ou de la déclaration de

( Suite en page 3 )

## Libye : la canaille militariste US en action !



Un bombardier F 111 américain

Après plusieurs mois de déploiement militaire massif en Méditerranée, de provocations dans le golfe de Syrte, auxquelles la Libye a répliqué directement ou indirectement par des actions "terroristes", les USA ont bombardé la capitale libyenne Tripoli ainsi que la ville de Benghazi. Bilan : des dizaines de morts.

Pour nous l'Etat libyen est un Etat contre-révolutionnaire qui ne peut que se dresser contre la lutte révolutionnaire des masses même si Khaddafi s'efforce d'utiliser leur énergie, par des propos pseudos radicaux, pour se faire une place sur la scène politique mondiale. Mais l'Etat libyen n'est qu'un vulgaire moustique par rapport aux mastodontes impérialistes. C'est pourquoi il importe aujourd'hui de dénoncer vigoureusement l'intervention militaire sanglante du gangster impérialiste US. Cette intervention militaire n'est qu'une étape dans un processus de tension impérialiste et militariste amenée nécessairement à se développer dans le temps et l'espace.

L'action de Reagan concerne le contrôle de la Méditerranée pour donner aux USA les moyens d'intervenir en cas d'explosions sociales, dans les zones sensibles de l'Afrique du Nord (du Maroc à l'Egypte) ainsi qu'au Proche-Orient. Si Reagan s'attaque à Khaddafi c'est parce que celui-ci risque de déranger les possibilités de mouvement des USA en ne respectant pas les règles du jeu fixé par l'impérialisme occidental pour la défense de ses intérêts. Khaddafi est présenté comme un "chien fou et enragé" parce qu'il est décidé à rivaliser avec les grands de ce monde pour jouer sa propre carte réactionnaire, sans respecter les règles du jeu diplomatique fixées par les impérialistes pour leur garantir le monopole de toute initiative.

Après avoir aidé logiquement le sionisme à bombarder le QG de l'OLP à Tunis, autorisé le détournement d'un Boeing égyptien par Israël, Washington renforce par des opérations militaires sanglantes son dispositif en Méditerranée pour mieux peser sur l'évolution d'une situation grosse de menaces d'explosions sociales mais aussi de rivalités interétatiques et de tensions liées à des appétits impérialistes d'influence. Les USA n'ont pas pour seule ambition de réparer l'échec du maintien de leur présence militaire au Liban. Ils veulent déclencher de manière graduée et sélective, un

engrenage leur permettant de revenir en force en Méditerranée. Cela leur permettra de déployer un dispositif pour peser à la fois sur le Proche-Orient, le continent africain et l'Europe et pour imposer leur leadership politique et militaire dans toute la région. Mais au-delà, le retour à une politique criminelle de démonstration de force facilite également la possibilité pour les USA de développer une politique d'intervention en Amérique Centrale et notamment au Nicaragua. Les grincements de mâchoire militariste, les exactions des troupes US, complétées par une intense activité diplomatique, politique et financière correspondent à un redéploiement mondial du dispositif US auquel répondra la mise sur pied du dispositif politico-militaire de tous les autres impérialismes; l'impérialisme européen (France en tête) ainsi que l'impérialisme soviétique bien sûr. Cela indique clairement le franchissement d'une étape supplémentaire dans l'accroissement des préparatifs de guerre.

Les communistes révolutionnaires internationalistes doivent dénoncer l'ensemble de ces manoeuvres réactionnaires et militaristes en refusant de se ranger derrière un Etat ou un groupe d'Etat contre d'autres Etats. Mais, dans le cadre de cette orientation, ils doivent

( Suite en page 6 )

# Que vive la lutte prolétarienne!

( Suite de la page 1 )

dissimulée. Cette violente répression anti-immigrée ("bavures" policières, lourdes condamnations judiciaires, expulsions massives, tracasseries administratives, humiliations multiples et permanentes) s'est régulièrement développée sans discontinuer depuis plus de 10 ans jusqu'à aujourd'hui. Elle a permis à l'Etat d'expérimenter les mesures et les méthodes de répression, d'oppression, de contrôle tout en exerçant une menace contre les travailleurs français pour obtenir leur docilité.

La condition de succès de cette stratégie antiprolétarienne était et demeure la capacité de la bourgeoisie et de son Etat à éviter toute explosion sociale importante, du type de celle de mai 1968. C'est là que la gauche, toutes tendances confondues, a joué un rôle important, sur le plan politique et syndical, en mettant son influence sur le monde du travail au service du Capital.

## LA CORRUPTION SYNDICALE

Sur le plan syndical les directions opportunistes (CGT, CFDT, FO) ont successivement utilisé la carte de l'union et de la désunion, pour mener une politique de collaboration de classe liant la défense des travailleurs à l'intérêt national et à la bonne marche de l'entreprise, privilégiant la négociation au détriment de la lutte directe. Ce faisant les bonzes syndicaux ont tout fait pour empêcher les liens horizontaux entre travailleurs, indispensables pour dépasser les différences de nationalité, de sexe, d'entreprise, de catégorie, et pour avancer sur la voie d'une unité grandissante dans les luttes. Ce verrouillage vertical des organisations syndicales a donné aux directions opportunistes une liberté de manoeuvre pour contrôler et désamorcer toute poussée de lutte. Grâce à cet ignoble travail de sape, l'opportunisme syndical est parvenu durant les années 1970 à éteindre et dévoyer la combativité de larges couches ouvrières. A partir de 1981 les directions syndicales ont continué sur cette voie en utilisant leur influence pour monnayer la passivité ouvrière en échange de quelques avantages et responsabilités bureaucratiques. Elle s'intégrèrent de la sorte de manière plus étroite encore, s'il en est possible, dans les rouages de l'ordre impérialiste et capitaliste français.

Pendant ce temps le gouvernement de gauche pouvait, secteur par secteur, engager sa politique de modernisation bourgeoise c'est-à-dire de licenciements, de blocage des salaires, de réduction progressive du pouvoir d'achat, bref de détérioration sélective des conditions d'existence de la classe ouvrière. Le résultat naturel, indispensable à toute clarification politique, de cette orientation est une CFDT qui rejette désormais la grève comme méthode de lutte, et préconise ouvertement l'association avec les patrons pour gérer l'entreprise. La CGT elle aussi, au-delà de quelques actions soi-disant dures destinées à se refaire une virginité pour être en mesure de garder son influence en cas de reprise des mouvements sociaux, continue à saboter toute tradition et perspective de lutte ouvrière au nom de la défense de l'intérêt national, de la "bonne gestion" de l'entreprise. En définitive l'influence de l'opportunisme syndical a, depuis la fin de la guerre, servi à laminer toute combativité prolétarienne pour transformer la lutte de classe contre toute forme d'exploitation, d'asservissement et d'injustice en une simple "lutte" pour la défense des "acquis" sociaux. Cela a grandement contribué à enfermer le mouvement prolétarien dans une situation de confusion, de désarroi et de profonde désorientation. La liquidation des traditions de lutte de classe, le blocage de tout recours

à des méthodes combatives a dispersé les énergies et renforcé une défaite historique du mouvement ouvrier : en limitant hier les luttes à la seule obtention de quelques miettes (contre l'acceptation dans les bagnes productifs des usines de conditions infernales de travail), en entretenant aujourd'hui l'isolement et le découragement. Jamais depuis la 2ème guerre le nombre de journées de grève n'a été aussi bas en France.

## LA TRAHISON DE LA GAUCHE

Sur le plan politique la gauche a monopolisé toute initiative en rattachant toute perspective de lutte à la défense de l'intérêt national (conjugué à la sauce réformiste et opportuniste), du respect de l'Etat impérialiste, du cirque électoraliste. Quand elle était dans l'opposition elle utilisa la carte de l'union de la gauche pour ramener toute volonté de lutte sur le terrain des élections où régulièrement elle bernait la classe ouvrière par des promesses mensongères, des illusions. Cette stratégie permit d'écartier toute possibilité de reprendre en mieux l'expérience des luttes passées; elle permit de gérer sur le plan politique la confusion semée au sein des travailleurs. Dans le cadre de cette orientation criminelle la gauche sut avec cynisme jouer alternativement la carte de la division et de l'unité. A chaque fois elle bénéficia de l'attitude stérile, imbécile et criminelle de l'extrême-gauche occupée à investir son énergie militante dans un suivisme à tout crin, tout en se berçant d'illusions irresponsables sur ses chances à déborder la gauche. L'argumentation anonnée à l'infini était d'attendre un deuxième temps, de préparer un 3ème tour après les élections etc. Ce "plus tard" ne vint jamais, et au lieu du débordement, ce furent les ex-gauchistes qui se rangèrent (soit à titre individuel, soit en tant que mouvement) dans un alignement complet à la queue de l'opportunisme.

Parvenue au pouvoir pour "changer la vie" le gouvernement de gauche dès 1982 montra sa véritable fonction qui était, et reste, de gérer au mieux l'économie bourgeoise en s'attelant à la défense des intérêts généraux de l'ordre impérialiste français : rigueur, austérité, licenciements sur le plan économique, développement de la vente d'armes, interventions militaires au Tchad, au Liban, brutale répression anti-immigrée. Pour limiter sa perte d'influence liée à ses fausses promesses auprès des travailleurs, la gauche joua à nouveau la carte de la désunion : le PS restant au pouvoir et le PC quittant le gouvernement pour se refaire une virginité et se préparer à capter le mécontentement.

Ce déplacement vers la droite des forces de gauche entraîna une usure inévitable d'influence, comme l'indique le résultat des élections dont pâtit surtout le PC; le PS étant tout heureux de limiter les dégâts et de faire porter sur le PC (docilité opportuniste et servile oblige !) l'essentiel de cette usure. Ce déplacement permit également de favoriser au printemps 83 l'agitation des classes moyennes. Ces couches petites-bourgeoises et bourgeoises étaient d'autant plus virulentes qu'elles voulaient préserver leurs privilèges et faire porter le poids de la crise et de la modernisation sur le prolétariat. Ces mouvements furent savamment entretenus par la droite et acceptés par la gauche pour faire, par leur intermédiaire, au quart de tour, pression sur les masses travailleuses en cas de lutte de leur part et les baillonner.

Cette situation favorisa enfin la banalisation, avec l'aval de la gauche alors unie au gouvernement, (il suffit de se rappeler les municipales de 83), du discours bourgeois le plus hideux et

le plus hystérique (ce qui correspond à la véritable nature du système capitaliste) sur la sécurité et l'immigration. Aussi le racisme exprime-t-il autant la réaction spontanée d'une société bourgeoise et impérialiste corrompue jusqu'au bout des ongles qu'une politique répressive et oppressive antiprolétarienne à laquelle sont associés, chacun à sa place, tous les partis.

Une telle évolution facilita la montée de l'extrême-droite, du FN. Ce parti est aujourd'hui grâce aux élections législatives intégré dans le jeu politique. Il sert, et servira de plus en plus dans les mois qui viennent à 2 choses : entretenir la mobilisation des classes moyennes dans une haine anti-immigrée et antiprolétarienne, permettre aux forces de gauche de se présenter comme un moindre mal dans leur effort de gestion des intérêts de l'Etat capitaliste et impérialiste.

La nouvelle répartition politique représente un dispositif destiné à piéger le prolétariat dans des réflexes de défense républicaine et antifasciste démocratique.

En réalité tout cela exprime la profondeur de la putréfaction de la société française conditionnée par les privilèges impérialistes et capitalistes que défend son Etat.

## LUTTE DE CLASSE CONTRE PUTREFACTION

Ce pourrissement montre clairement que la seule solution pour les masses ouvrières et exploitées passe par la mobilisation, la lutte collective et résolue sur tous les plans. Cela suppose une recomposition complète du mouvement ouvrier qui nécessite : un bilan complet de toute la phase passée de luttes (de 1945 à aujourd'hui), des insuffisances et des défaites, pour élaborer des orientations d'action sur des bases politiques, stratégiques et tactiques réellement indépendantes de toute influence bourgeoise, petite-bourgeoise ou opportuniste.

- La définition d'axes de lutte anticapitaliste sur toutes les questions concernant les conditions de vie, de travail, d'organisation et d'action du prolétariat, de manière à éviter tous les pièges tendus par la bourgeoisie et les faux amis du mouvement ouvrier, infiltrés en son sein pour le trahir. Ainsi la lutte contre l'extrême-droite, le racisme, la répression policière et judiciaire est inséparable d'une dénonciation systématique du réformisme et de l'opportunisme, d'une organisation et d'une tactique menée en dehors de leur influence et contre elle,

- la reconstitution de liens horizontaux entre les travailleurs, dans les syndicats comme hors des syndicats, sur toutes les questions qui concernent l'exploitation capitaliste et la politique impérialiste. C'est là une condition de l'unité croissante dans les luttes,

- la lutte contre le militarisme et la politique de rapine impérialiste menée par l'Etat français,

- la lutte contre le racisme, contre toutes les formes de discrimination ainsi que contre les violences et brutalités dont le racisme s'entoure nécessairement.

Ces tâches pour être indispensables à la renaissance de la lutte des classes sur une base large et non épisodique n'en sont pas moins délicates à réaliser. Elles exigent détermination et clarté politiques. C'est pourquoi les révolutionnaires ont une grande responsabilité pour mener à bien leur réalisation dont dépend le succès des luttes à venir.

La lutte des classes est la seule solution contre la putréfaction engendrée par l'exploitation capitaliste, le militarisme et l'impérialisme. ●

**VIVE LA LUTTE DE CLASSE !  
VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETAIREN!**

# APRES LES ELECTIONS

## LE REcul DU PCF

La chute électorale du PCF a été un des résultats majeurs des dernières élections et il importe d'apprécier correctement ce phénomène. En effet si nous sommes **anti-électoralistes**, nous ne sommes pas indifférents aux élections qui représentent un moment clé de la vie politique bourgeoise. Les scores de telle ou telle formation, les déplacements des suffrages le long de l'échiquier politique, sont autant d'indices sur le degré d'influence du réformisme sur les masses et sur le degré d'intensité des contradictions entre les classes sociales.

Nous avons souligné à plusieurs reprises l'importance du PCF, principal "lieutenant ouvrier de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière" - pour utiliser la définition du réformisme par les bolcheviks - dans l'équilibre politique du système français. L'existence d'organisations réformistes puissantes, influentes parmi les travailleurs et suffisamment fortes pour discipliner et contrôler les poussées combattives du prolétariat est une nécessité pour le capitalisme. Le PCF a rempli presque à lui seul ce rôle depuis la fin de la guerre, alors que le parti socialiste, en s'intégrant de plus en plus à la gestion directe de l'Etat bourgeois, perdait la plupart de ses liens avec la classe.

La perte d'influence du PCF, dont les défaites électorales sont la conséquence, ne peut manquer de poser tôt ou tard un problème politique important à la bourgeoisie. En mars 86 le PCF a perdu 1 340 000 électeurs par rapport aux législatives de 81, 1 800 000 par rapport aux présidentielles de la même année, plus de 2 400 000 par rapport aux législatives de 1978, soit une perte de 33 à 40 % de son électoral, malgré une augmentation du corps électoral.

Pour relativiser cette chute, la direction du PCF met en avant un gain de près de 500 000 voix par rapport aux élections européennes de 1984. Mais ces élections avaient été marquées par un abstentionnisme record, de plus de 43 %. En 1986 ces abstentionnistes sont revenus en masse vers les urnes et seuls 6 % de ces nouveaux électeurs

ont préféré voter PCF : loin de contredire la perte d'influence de ce dernier, la comparaison avec les européennes en montre la gravité.

Les analyses détaillées du scrutin montrent encore que la baisse des voix du PCF est la plus forte dans ses bastions traditionnels et que les électeurs perdus se dirigent à peu près à égalité vers le PS et vers l'abstention.

## CREPUSCULE DU NATIONAL-COMMUNISME

Quelles conclusions faut-il tirer de ces constatations ?

Une partie des commentateurs y voit la sanction de "l'archaïsme" du PCF; selon eux, dans nos sociétés modernes et évoluées, il n'y aurait plus la place pour des partis aux positions trop tranchées, trop à contre-courant des valeurs de la libre entreprise et du capitalisme. L'échec du PCF signifierait donc la disparition des contradictions et de la lutte des classes.

Cette analyse recoupe d'ailleurs l'appréciation d'un groupe comme Lutte Ouvrière qui estime que les électeurs actuels du PCF sont "des travailleurs" qui n'ont pas pris parti pour la collaboration de classe, la partie "la plus réformiste" de son électoral l'ayant désormais abandonné.

Un simple coup d'oeil à la réalité sociale montre cependant que les contradictions entre les classes ne vont pas en s'atténuant, mais en s'accroissant. Le point important est que l'évolution du PCF est en contradiction directe avec cette lente mais inexorable maturation des contradictions dans le soubassement social. La crise économique et l'ébranlement de la société qu'elle provoque, fait entrer en crise le parti censé être "le plus à gauche", censé être le défenseur des exploités.

Voilà une situation bien propre à désorienter un trotskyste ou tout autre immédiatiste qui voit dans le réformisme la simple expression spontanée du "mouvement ouvrier".

Il s'agit en fait de l'illustration de ce que nous avons appelé la fin du cycle de l'opportunisme stalinien, c'est-à-dire de l'usure de cette force

réformiste. Le PCF et ses succursales ont pu s'installer et prospérer dans la société en tant que médiateurs entre les intérêts ouvriers immédiats et les intérêts historiques et fondamentaux de conservation de l'ordre bourgeois. Ils ont pu faire admettre ce rôle de gérant des intérêts ouvriers à une classe ouvrière décérébrée par la contre-révolution, dans la mesure où, par la négociation ou par la lutte, ils pouvaient arracher aux capitalistes des améliorations de tous ordres, dans la mesure donc où ils défendaient réellement ces intérêts immédiats. Par ailleurs ils remplissaient leur rôle contre-révolutionnaire de domestication du prolétariat et de police des rangs ouvriers.

Avec la fin de la période d'expansion économique les miettes que pouvaient concéder le capitalisme se sont raréfiées alors même que le réformisme voyait ses tâches de discipline et de contrôle des poussées combattives spontanées devenir toujours plus pressantes. Pour maintenir son monopole dans la classe ouvrière, le PCF a dû mener une lutte éreintante contre le "gauchisme", c'est-à-dire contre les mouvements "sauvages" et "incontrôlés". La stratégie de "l'union de la gauche" elle-même a été forgée au début des années 70 pour enterrer, avec le souvenir de la grève générale de mai-juin, le spectre de la lutte de classe. Grâce à la puissance héritée de la période précédente, grâce à sa rigidité contre-révolutionnaire, le PCF a remporté la victoire. Mais c'est une victoire à la Pyrrhus. Il n'a pu, à la différence du PS, reconstruire sur ces bases, puiser des forces dans les mouvements sociaux contre lesquels il se heurtait le plus souvent : les anciens gauchistes, les anciens écolos, les anciens pacifistes, etc. sont au PS, pas au PCF.

Et aujourd'hui, l'aggravation de la crise trouve un PCF affaibli et exsangue au moment où, sous l'aiguillon de cette crise, le capitalisme doit commencer à démolir tout le réseau d'automatismes, de garanties, d'indexations, sur lesquelles s'appuyait son existence réformiste. Le mot d'ordre du capitalisme est maintenant la flexibilité; et la flexibilité des horaires de travail n'en est qu'un petit élément. C'est en fait une mobilité de tous les rapports sociaux que recherche le capital, pour augmenter l'intensité de l'exploitation. L'opposition

du PCF et de la CGT à cette évolution n'est pas seulement feinte. Ils défendent ces rigidités, ces indexations, ces mécanismes rigides dans lesquels le capitalisme avait enfermé les luttes ouvrières et grâce auxquels ils ont prospéré. La rigidité qui a tant servi le PCF auparavant est devenue maintenant un facteur négatif qui l'empêche de s'adapter au nouveau rôle que requiert le capitalisme. La CFDT qui a été toujours beaucoup plus sensible aux évolutions sociales s'est, elle, adaptée à ces nouvelles exigences sans difficultés.

L'écho donné par toute la presse aux "rénovateurs" montre que la bourgeoisie tente plus ou moins de faire évoluer le PC vers une plus grande adaptation à ces exigences, en l'avertissant que la voie actuelle le mène au "suicide". C'est aussi l'avertissement que lance le grand frère italien en écrivant dans un éditorial de l'Unità du 18 mars : "en 1983 le PCF s'est accroché à une "position de dénonciation et de protestation (...) sans avancer une proposition "crédible pour l'avenir".

Mais il est douteux que le PCF ait encore la possibilité de réaliser cette évolution. L'orientation de la direction semble privilégier une position d'allure plus radicale en prévision de futurs mouvements de lutte ouvrière. "Le Matin" du 20/3/86, rapporte un commentaire d'un responsable de la CGT : "on va vers une explosion sociale "comme on n'en a jamais vu, tôt ou tard, quoi qu'il arrive. On le mesure "bien dans les boîtes : ça explosera (...). "Il faudra alors des barrières. Et la "CGT sera là". Le PCF espère bien jouer aussi ce rôle de "barrière" et reprendre alors des forces. C'est pourquoi il maintient sa ligne "dure" et ses gesticulations "combattives".

Le malheur pour lui est que pour l'instant il ne parvient toujours pas à enrayer sa perte de crédibilité et à se libérer de son passé. La "crise du PCF" n'est donc pas prête de se terminer. C'est en soi un facteur positif car cela signifie que l'émergence sociale qui s'accumule en silence sans pouvoir trouver de débouchés où elle puisse se dissiper, sera plus difficilement déviée de façon inoffensive le jour où elle éclatera et qu'elle pourrait bien alors emporter toutes les barrières de l'ordre établi. ●

## Front National

( Suite de la page 1 )

Fabius : "le Pen pose de vraies questions, "mais il apporte de fausses réponses". C'est la gauche qui a contribué à établir l'ignoble et fausse équation entre immigration, insécurité et délinquance, faisant de la sorte des travailleurs immigrés le bouc émissaire de la crise et de la véritable putréfaction de la société démocratique bourgeoise française.

En ce sens le FN derrière un apparent retour passéiste à des valeurs d'ordre et d'autorité telles qu'elles pouvaient être formulées il y a plus de 40 ans à l'époque de Pétain exprime ouvertement ce qui constitue implicitement le ciment des bases de la République (colonialiste dans les années 50 puis impérialiste depuis les années 60) et de la société française. En réalité le FN s'est développé en captant à la fois l'héritage pétainiste, poujadiste ainsi que celui de l'OAS (dont 2 anciens activistes poseurs de bombes aux mains couvertes de sang sont aujourd'hui députés et feront, gageons le, des discours musclés sur la nécessité de renforcer l'ordre ...). Mais, par là, le FN ne faisait que **condenser et formaliser** des valeurs latentes toujours présentes sur lesquelles la République française s'est constituée et développée (bombardements de Sétif et de Constantine, guerre d'Indochine, expédition de Suez en 1956, guerre d'Algérie, intervention de Kolwezi, du Liban, du Tchad, etc.). Valeurs qui guidaient l'action de l'Etat et alimentaient la formation du personnel politique de la droite. Valeurs apparemment passées toujours présentes. C'est ce qui explique l'importance des passerelles entre l'extrême-droite et la droite classique, et les **liens organiques** qui font passer des militants de l'une à l'autre et cimentent leur action commune. Citons pour l'exemple un extrait de "l'effet le Pen" (écrit par 2 journalistes Edwy Plenel et Alain Rollat, Editions la Découverte) : "certains "itinéraires sont, à cet égard, exemplaires. "Parmi les "carrières" les plus édifiantes "figurent celles accomplies par les "principaux membres de ce "commando" "du groupe Occident, qui fit parler "de lui le 12 janvier 1967 à Rouen. "Ce jour là, sur le coup de midi et "demi, une trentaine de jeunes, armés "de matraques, tombent à bras raccourcis...

"sur des étudiants de gauche et d'extrême-gauche qui distribuent des tracts en "faveur de la paix au Vietnam.

"Bilan de l'assaut : plusieurs "blessés parmi les étudiants rouennais "dont l'un, victime d'une fracture du "crâne, devra être trépané. Identifiés, "13 membres, ou complices, du "commando" "sont arrêtés. Presque tous sont étudiants "à Paris ou dans la région parisienne. "Il y a là notamment MM. Alain Madelin, "Jack Marchal, Alain Robert, Patrick "Devédjian et Gérard Longuet". Beaucoup d'entre eux iront au PFN (qui a plusieurs reprises "prêtera" ses militants à l'UDF et au RPR pour assurer leur service d'ordre entre 1978 et 1981) puis au CNIP et de là soit au FN soit au RPR et à l'UDF. Aujourd'hui Madelin et Longuet sont ministres du gouvernement Chirac. De même "Le Monde Diplomatique" d'avril 1986 note que "Alain Madelin "ancien d'Occident et second de M. François Léotard rencontrait au comité "directeur du PR M. Jean Yves Le "Gallou, avant que celui-ci ne passe "au Front National. Jean Yves Le Gallou "retrouve au club de l'Horloge, qu'ils "dirigent ensemble, son vieil ami M. Yvan "Blot, venu comme lui du GRECE mais "qui est aussi nouveau député du Pas-de-Calais et membre du comité central "du RPR aux côtés de Charles Longuet. "M. Charles Pasqua anime, parmi bien "d'autres activités, le cercle solidarité "et défense des libertés, avec M. Gérard "Ecorcheville, ancien d'Ordre Nouveau "et du GUD responsable départemental "du CNIP où il retrouve de vieilles "relations, également responsables départementaux : M. Pierre Sergent, ex-respondant "sable de l'OAS Métropole, devenu "député des Pyrénées-Orientales". Sergent est député du FN; Pasqua ministre de l'intérieur. Sans commentaire !

## DU RACISME DE FAIT

### AU RACISME OUVERTEMENT AFFICHE.

Le trait le plus saillant de l'extrême droite est le racisme. Mais ce n'est pas l'extrême-droite qui crée le racisme; ce n'est pas elle qui place une partie importante de la main-d'oeuvre salariée dans une **situation d'infériorité sociale et politique, un véritable état d'exception**, une sorte de mini apartheid. C'est bien l'exploitation capitaliste (et tous ses défenseurs) qui, encore plus dans une situation de crise, secrète la discrimination pour arracher le plus de profit

possible au monde du travail dont elle entretient et approfondit la division. Et l'Etat, bien sûr, en tant que comité armé de défense des intérêts du capitalisme a depuis longtemps organisé une discrimination systématique ainsi qu'une oppression de plus en plus brutale et arbitraire contre les travailleurs immigrés; il suffit de rappeler les circulaires Barre-Bonnet-Stoléro avant 1981, puis le contrôle renforcé de l'immigration après 1981 (ce dont Deferre alors ministre de l'intérieur se vantait publiquement) et notamment la préparation des centres de rétention pour immigrés dont l'application a été retardée pour permettre au gouvernement de droite de la mettre en oeuvre (ce qui montre bien la **complémentarité** entre un gouvernement de droite et de gauche). Aujourd'hui, Chirac vient d'annoncer le 9 avril son intention de renforcer, sur la base du contrôle serré de l'immigration, l'expulsion des travailleurs immigrés en situation "illégale" sur simple décision de police, ce qui va les accélérer.

Il faudra ajouter à ce contexte de mise en pratique d'une politique de répression toujours renforcée sans discontinuer depuis plus de 10 ans, les "bavures" policières et des déclarations conjuguées de haine à l'égard des travailleurs immigrés qui représentent la fraction la plus exploitée du prolétariat : à Chirac, alors dans l'opposition et proclamant que la montée de l'insécurité est due "à l'afflux incontrôlé depuis "trois ans d'une immigration clandestine "de la plus mauvaise qualité (sic!)" répond en écho Mauroy, alors premier ministre, qui affirme à propos des grèves de l'automobile menées par les travailleurs immigrés que les revendications des OS sont au service de l'intégrisme musulman (sic!) et qu'elles ne font pas partie "des réalités sociales françaises (resic!)". Faut-il encore rappeler que c'est le gouvernement de gauche qui institue par décret le certificat d'hébergement pour mieux contrôler l'immigration et dénonce, sous l'impulsion de Michel Delebarre directeur de cabinet de Mauroy avant de devenir ministre du travail, la diffusion d'une plaquette (tirée à 2,2 millions d'exemplaires) démontrant que l'immigration ne crée pas le chômage et qu'elle participe à l'équilibre de la sécurité sociale ? Dans une telle situation le Pen n'a pas grand "mérite" à écrire : "s'il est

"exact que les hommes ont droit au "même respect il est évident qu'il existe "des hiérarchies, des préférences, des "affinités qui vont de soi" ("Les français d'abord", 1984). Avec une telle apologie ouverte de la discrimination le FN se contente d'aller dans le sens du poil de la bête immonde qu'est la société capitaliste. Aussi nous affirmons que le racisme et l'extrême-droite sont la conséquence des rapports sociaux bourgeois; loin d'être une sorte d'épiphénomène, un "kyste" plus ou moins extérieur ou étranger à cette société "démocratique" ils en sont issus et à la manière des révélateurs, ils en montrent crûment les mécanismes.

Non le FN n'est pas une sorte de spectre aberrant issu du passé et qui rêve d'y revenir. C'est une force dont les racines sont profondément engagées dans la société française de 1986 et qui annonce même l'offensive antiprolétarienne accentuée que réserve le développement des contradictions économiques et sociales du capitalisme moderne. Au-delà ou **plutôt à travers** la surenchère permanente à laquelle il se livre, le FN **concentre** et grossit à l'extrême tous les traits essentiels qui composent le **consensus impérialiste et bourgeois** sur lequel repose la société française dans son ensemble et que reconnaissent, chacun à sa manière, tous les partis "traditionnels" au service de l'Etat capitaliste : le RPR, l'UDF, le PS et le PCF.

En ce sens le FN représente le résumé, le condensé et l'anticipation de l'offensive politique du capitalisme, par rapport auquel les diverses solutions des partis politiques "traditionnels" peuvent paraître de moindres maux. Le FN joue un rôle de repoussoir commode pour assurer la mise en oeuvre d'une nouvelle forme de régulation de la vie politique française.

Nous reviendrons dans un prochain article sur la responsabilité de la gauche, et plus particulièrement de l'opportunisme qui a systématiquement détruit toute tradition de lutte au sein du mouvement ouvrier, ce qui a facilité l'émergence du FN, ainsi que sur les véritables perspectives réellement prolétariennes de lutte contre le FN et au-delà l'ensemble du système politique et étatique bourgeois et impérialiste. ●

**CONTRE LA FARGE ELECTORALE****POUR LA LUTTE DE CLASSE****POUR LA REVOLUTION**

Depuis un siècle, dans les pays capitalistes avancés, la bourgeoisie a perfectionné l'art d'utiliser les élections pour détourner les ouvriers de la défense de leurs intérêts de classe, pour les pousser, avec l'aide décisive des **partis réformistes** et des syndicats qu'ils dirigent, à suspendre toute lutte et toute agitation en leur faisant miroiter l'espoir qu'une autre assemblée, un autre gouvernement, voire d'autres municipalités pourraient, **dans le cadre du capitalisme et de l'Etat bourgeois**, alléger leur exploitation et résoudre les gigantesques contradictions dont ils font les frais.

Il y a près de 15 ans les partis réformistes constituaient l'union de la gauche et rédigeaient un "Programme Commun" pour redonner vigueur à l'illusion électoraliste et repousser le spectre de la grève générale et de la lutte directe des travailleurs : il ne fallait pas effrayer les électeurs par des luttes dures, il fallait tout sacrifier pour que la gauche puisse arriver au gouvernement et réaliser ainsi ses promesses de "changer la vie".

Aujourd'hui, après 5 ans de gouvernement de la gauche unie, puis du PS, les travailleurs peuvent constater que la Bourse bat tous les records, que les profits des capitalistes sont en hausse, mais que selon les chiffres officiels eux-mêmes, les salaires réels ont baissé pour la première fois depuis plus de 20 ans, que le niveau du chômage atteint les niveaux d'avant-guerre.

Et voilà que les élections reviennent à point pour détourner la classe ouvrière de ses problèmes rendus encore plus urgents par la concurrence économique toujours plus sévère qui oppose les différentes bourgeoisies à l'échelle internationale. La farce électorale est utilisée pour faire passer sans réaction la nouvelle expédition militaire au Tchad (plus d'un millier de soldats, dont des appelés du contingent) qui n'est qu'une opération de **brigandage impérialiste** pour préserver la domination néo-coloniale des grandes sociétés françaises.

5 ans de gouvernement des partis réformistes démontrent que la division de la société en classes, dont les intérêts à court et à long terme sont **opposés**, est une réalité qu'un changement de majorité électorale ne peut modifier; ils démontrent que si on ne touche pas au profit, au salariat, à la concurrence, si on n'abat pas par la violence un Etat, perfectionné et renforcé depuis deux siècles comme un **instrument au service des intérêts capitalistes**, il n'est pas possible de supprimer ni d'atténuer, sinon temporairement, les méfaits du capitalisme. Lors de son arrivée au gouvernement la gauche donna satisfaction sur quelques revendications, mais elle dut bien vite s'attaquer aux travailleurs pour défendre les intérêts du capitalisme, et elle se vante aujourd'hui d'avoir **"fait le sale boulot de la droite"**: licenciements, austérité pour les masses; subventions, allègements fiscaux de toutes sortes pour les patrons; croissance sans précédent des effectifs de police, des budgets militaires, multiplications des ventes d'armes, des expéditions militaires (Afrique, Liban) ou des attentats (Rainbow Warrior et d'autres moins connus).

Cela n'empêche pas les mêmes partis de recommencer à nous faire les mêmes promesses. Le PS prétend qu'il fera demain ce qu'il n'a pas pu faire hier; le PCF veut faire oublier qu'il a participé au gouvernement pendant 3 ans et accuse le PS; les 2 ensemble disent que de toutes façons les choses seront encore pire si la droite revient. En fait derrière leurs querelles ces soi-disants partis socialiste et communiste cherchent à répandre et à renforcer l'idée que les élections et le

cirque parlementaire sont la seule voie pour se défendre de l'exploitation et améliorer le sort des travailleurs.

Et c'est cette même illusion paralysante que partagent et répandent les groupes de la pseudo "extrême-gauche" qui, dans leur participation à l'écoeuvrante chasse aux voix, critiquent maintenant la gauche, en cachant qu'ils n'ont cessé d'appeler à voter pour elle à chaque élection et à la soutenir - de façon "critique" - aux moments décisifs.

Contre toutes les illusions parlementaires et démocratiques, les communistes révolutionnaires ont toujours préconisé la lutte ouverte pour le renversement de l'Etat bourgeois et de ses institutions, pour la préparation et l'instauration du socialisme qui, seul, pourra en finir avec les exploités et leur système d'oppression. Le refus de participer au cirque électoral, l'abstention dans les différentes élections est un premier pas pour combattre les illusions électoralistes et démocratiques.

Mais l'abstentionnisme révolutionnaire n'a rien à voir avec le refus individualiste de la lutte politique. Il s'appuie sur la ferme conviction que le **retour aux méthodes de la lutte de classe**, la constitution du parti révolutionnaire, et la préparation du prolétariat à la révolution seront d'autant plus retardés que l'impasse électorale et les institutions de l'Etat bourgeois continueront à exercer leur influence parmi les travailleurs et les exploités.

Tourner le dos à la farce électorale et aux partis qui l'animent, cela signifie préparer à se défendre contre l'offensive capitaliste qui ne peut que s'accroître, **quel que soit le parti au gouvernement**, cela signifie résister et s'organiser sur le terrain réel de la lutte contre le patronat et le capitalisme, avec les armes et les objectifs de classe, en abandonnant les illusions réformistes.

**NON AU CIRQUE ELECTORAL !**

- Pour la défense des conditions de vie, de travail et de lutte de la classe ouvrière, pour la défense des salaires, la diminution du temps de travail !

- Pour l'organisation et la défense des chômeurs, contre les licenciements !

- Contre les crimes racistes, contre les expulsions, pour l'égalité des droits politiques et sociaux des travailleurs immigrés !

- Contre les divisions de catégories, de sexes, de nationalités, par-delà les limites d'entreprises, de branches ou de régions, pour que la classe ouvrière resserre ses rangs et retrouve sa force, une seule voie : **la lutte de classe !**

- Contre la montée du militarisme, la course aux armements, les expéditions militaires, la perspective d'une guerre mondiale, non au nationalisme et à l'union sacrée derrière l'impérialisme ! Non aux sacrifices pour les intérêts du capitalisme camouflés derrière la défense de "l'économie nationale" ! Vive l'**union internationale des travailleurs !**

**POUR LA PREPARATION DE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE, POUR LA RENAISSANCE DU PARTI DE CLASSE, LE PARTI UNIQUE ET MONDIAL DE LA REVOLUTION COMMUNISTE ET DE L'EMANCIPATION DU PROLETARIAT !**

( TRACT DIFFUSE PAR NOS CAMARADES )

**L'EX-EXTRÊME-GAUCHE  
DANS LA TOURMENTE  
ELECTORALE**

Nous avons indiqué dans le numéro précédent du "Proletaire" que les 5 ans de gouvernement de gauche ne marquaient pas tant l'échec de la gauche (c'est au contraire de plein succès qu'il faut parler) que la faillite de la stratégie trotskyste de "soutien critique" et de "débordements" des appareils réformistes. Bien entendu, les trotskystes sont incapables de faire cette constatation et le retentissant échec de leurs espérances électorales les conduit non à faire un bilan de leur politique, mais à accentuer leur suivisme et leur satellisation autour de l'opportunisme politique et syndical.

En général "l'extrême-gauche" s'est présentée aux élections comme "la vraie gauche", "la gauche qui ne capitule pas", bref comme une nouvelle version de la gauche d'il y a 10 ou 15 ans, la force et la crédibilité en moins. Les électeurs traditionnels des PC et PS qui ont déjà donné, n'ont pas été attirés par ces minuscules répliques des partis de gauche; mais les trotskystes ont également réussi à faire fuir leurs propres électeurs! Leur score passe de 670 000 aux présidentielles de 81 (Laguiller) à 427 000 le 16 mars dernier, ce qui représente une chute du même ordre que celle du PCF; si on compare avec les résultats de 1978, la perte en voix dépasse même proportionnellement celle du PCF.

Le résultat le plus mauvais est obtenu par le MPPT (PCI trotskyste), sauf là où il soutenait des dissidents du PS. C'est aussi la formation qui avait le plus systématiquement gommé toute critique du réformisme, au point de refuser de se laisser classer à l'extrême-gauche. LO obtient en général de meilleurs scores que ses collègues. Cela lui suffit pour écrire que "l'extrême-gauche se maintient à peu près en voix et en pourcentage". Nous avons vu ce qu'il en est réellement : l'électoralisme entraîne inévitablement le trucage des résultats. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que nos trotskystes utilisent les mêmes arguments que le PC pour camoufler leurs déboires : c'est la faute au "vote utile", c'est la faute au mode de scrutin, ce sont nos idées qui sont difficiles...

Mais "l'extrême-gauche" trouve des raisons d'espérer dans la crise du PCF. "Rouge" qui a entrepris de dialoguer avec les contestataires estime que "ce

qu'il y a de profondément commun dans la réflexion des militants communistes et la notre, c'est l'idée d'intervenir positivement dans la crise des grandes organisations du mouvement ouvrier". Pour "Lutte ouvrière" au contraire, les ennemis sont les rénovateurs. LO pense que ceux qui "ont envie de quitter le PC le feront sur sa droite. Les autres à gauche, resteront. Face à la crise, face à la passivité, face à la démoralisation de la classe ouvrière ils résisteront (...) comme les militants d'extrême-gauche. Et les uns et les autres, du moins entre militants présents sur le terrain de la classe ouvrière et du communisme (!), nous verrons ce que nous pouvons faire" (sic). Et LO qui trouve la direction du PC "ambiguë" lance un appel aux "militants révolutionnaires" de ce parti : "nous espérons que les militants du PC verront (...) en particulier les militants de LO, les entendront, les jugeront. Et peut-être qu'un jour, si nous sommes à la hauteur, ils constateront que notre courant est plus petit que celui de Marchais, mais qu'à tout prendre il offre davantage de perspectives à la classe ouvrière".

Arlette Laguiller est-elle candidate au poste de secrétaire-général du PC? Nous ne le savons pas, mais ce que nous constatons une fois encore, c'est que le trotskysme est un courant **centriste**, c'est-à-dire selon la terminologie marxiste, capable en parole de jouer au révolutionnaire, mais incapable dans les faits de rompre avec la contre-révolution et condamné à jouer les rabatteurs au profit du réformisme.

**SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE.**

Pour mener notre combat contre le capitalisme, nous devons faire un effort important de propagande et d'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité politique. Pour cela, toi qui lis notre presse et partage les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre presse en souscrivant au "proletaire".

Souscription par chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre de :  
VALENTINI,  
7, avenue de la Forêt-Noire  
67000 Strasbourg

**GAUCHE - DROITE : CONCURRENTS  
AU SERVICE  
DU CAPITAL**

La gauche au pouvoir a utilisé toute son influence et son savoir au service d'une gestion "réaliste" de l'économie française. Cela s'est traduit par la restauration du profit, la réhabilitation du culte de l'entreprise, une action de "dégraissage" pour réduire les "déficits" et améliorer la compétitivité économique. Elle lègue en mars 1986 une situation relativement assainie sur le plan capitaliste, de manière à attirer des investissements dans une économie désormais susceptible de les rentabiliser. C'est ce qui explique les propos, alors que le PS était encore au gouvernement, sur la possibilité de dénationalisation limitée; la privatisation assurant une rentabilisation des investissements.

Parallèlement sur le plan politique la gauche a développé une action modernisant les rouages répressifs de l'Etat, non pas par humanisme mais bien par souci d'efficacité : renforcement de la police et de ses moyens d'action, accélération des procédures judiciaires, accroissement de la répression carcérale (dans des prisons vite devenues surpeuplées). Le tout derrière des propos doucereux et hypocrites invoquant les notions de justice, d'humanité, etc.

Pour ce faire la gauche est venue unie au pouvoir puis a joué la carte de la division pour continuer son action au service de l'Etat et de l'ordre bourgeois. Le PS restant au pouvoir, le PC retournant dans une opposition de façade.

Avec le retour de la droite, organisée au moyen de la proportionnelle pour favoriser une alternance douce, celle-ci n'a plus qu'à continuer le travail engagé. Il s'agit simplement d'adopter une forme et un ton différent pour rassurer sa base électorale et sociale (plutôt encline à l'hystérie au nom de la défense de ses privilèges ou de l'espoir d'en avoir plus). Sur le plan politique le gouvernement Chirac prend donc des poses plus ouvertement autoritaires, tout en se glissant dans les pantoufles encore chaudes laissées par le gouvernement de gauche. Il n'a plus qu'à continuer à tirer progressivement sur le noeud passé autour des masses par le gouvernement de gauche, noeud qu'il a déjà commencé à serrer, pour grotter progressivement toute poussée de lutte.

Sur le plan économique, alors que le PS prétendait défendre les intérêts généraux de l'économie française c'est-à-dire de l'ordre capitaliste et impérialiste, la droite poursuit le travail en cherchant à attirer les investissements et en accordant, au passage de nombreux avantages aux possesseurs de capitaux

(mesures gouvernementales du 16 avril 1986 en faveur des possédants, des spéculateurs, etc.). Pour financer un relatif calme social par des mesures éphémères et bidons destinées à contenir le chômage tout en accordant une diminution des charges sociales pour les entreprises embauchant des jeunes (dans des conditions de précarité évidente) le gouvernement de droite a procédé à une dévaluation à froid. Celle-ci a également pour objectif de relancer l'économie en profitant de la relative accalmie provisoire de la situation économique mondiale. Mais le problème (et c'est là-dessus que les grands milieux d'affaires jugeront le gouvernement Chirac) pour la droite est double. D'une part parvenir à maintenir la paix sociale tandis qu'il relance les investissements, le développement des affaires, ce qui signifie forcément plus d'austérité, d'exploitation et de misère. D'autre part il s'agit de contrôler et domestiquer les comportements économiques de la bourgeoisie française afin que, contrairement à une **habitude historique** concernant une grande partie d'entre elle, elle investisse ses capitaux dans des activités productives plutôt que spéculatives, elle recherche le profit par une amélioration de la productivité dans l'entreprise (sur le dos des travailleurs) plutôt que par la relance de l'inflation ce qui serait une solution de facilité mais catastrophique du point de vue capitaliste.

Quoiqu'il en soit, sur le terrain de la gestion de l'ordre capitaliste la gauche et la droite se complètent, leur rivalité concernant les modalités du mouvement d'alternance politique dont le Capital a désormais besoin. Dans cette complémentarité concurrentielle le PS a une petite avance, engagé qu'il est dans la rénovation de son discours, de son "look" (objectif affirmé : obtenir 40 % des voix aux élections) et l'entretien d'une culture de gouvernement tout en étant dans l'opposition. Ce ravalement du PS oblige le PC à l'immobilisme. D'où le blocage fait par la direction de ce parti opportuniste envers les initiatives des "réformateurs". En bon domestique le PC doit d'abord céder le passage au PS. La droite, elle, doit encore parfaire le ravalement de sa façade en tenant compte de la présence du FN.

Affaire à suivre donc pour déterminer les caractéristiques du dispositif politique antiprolétarien qui se met en place. Mais la seule perspective pour les masses ouvrières et exploitées se situe dans la lutte contre toutes les formes de l'exploitation capitaliste.

# ETAT ET SOCIALISME DANS LA CONCEPTION MARXISTE

Dans les quelques extraits ci-dessous de notre texte "dictature prolétarienne et parti de classe" (1), on souligne le rôle irremplaçable du parti révolutionnaire et de l'Etat de la dictature du prolétariat pour l'émancipation de la classe ouvrière et on réfute toutes les illusions démocratiques, pacifistes et réformistes inlassablement diffusées par la bourgeoisie et ses laquais. Au moment où l'ivresse de la dernière orgie électorale laisse la place à une sévère gueule de bois, nous publions ces lignes écrites il y a plus de 30 ans, en espérant qu'elles contribueront à l'oeuvre salubre de désintoxication des esprits ouvriers.

L'Etat prolétarien ne peut être animé que par un seul parti, et cela n'aurait aucun sens dépassant la conjoncture concrète d'exiger que ce parti encadre une majorité statistique, ou soit appuyé par une telle majorité dans les "consultations populaires", vieux piège bourgeois. Parmi les possibilités historiques, il faut compter l'existence de partis politiques composés en apparence de prolétaires, mais subissant l'influence des traditions contre-révolutionnaires ou des capitalismes extérieurs. Cette contradiction, la plus dangereuse de toutes, ne peut être résolue par la reconnaissance de "droits formels", ni par des consultations dans le cadre d'une abstraite "démocratie au sein de la classe". Si elle se présente, il s'agira là encore d'une crise à liquider sur le terrain du rapport de forces. Il n'existe pas de système statistique capable de garantir la bonne solution révolutionnaire; celle-ci dépendra uniquement du degré de solidité et de clarté du mouvement révolutionnaire communiste dans le monde. Il y a un siècle en Occident et une cinquantaine d'années dans l'empire tsariste, les marxistes eurent raison d'objecter aux démocrates naïfs que les capitalistes et les propriétaires sont la minorité et que donc le seul véritable régime de la majorité est celui des travailleurs. Si le mot de démocratie signifiait pouvoir du plus grand nombre, les démocrates devraient se mettre de notre côté de classe. Mais aussi bien au sens littéral ("pouvoir du peuple") que dans le sens usage qu'on en fait de plus en plus, le mot démocratie signifie "pouvoir appartenant non à une classe, mais à toutes". C'est pour cette raison historique que, repoussant avec Lénine la "démocratie bourgeoise" et la "démocratie en général", nous devons également exclure politiquement et théoriquement cette contradiction dans les termes qu'est la "démocratie de classe" ou la "démocratie ouvrière".

La dictature préconisée par le marxisme est nécessaire dans la mesure même où elle ne peut pas être unanimement acceptée, et elle ne saurait non plus avoir la naïveté d'abdiquer faute d'avoir rallié la majorité des suffrages. Elle risquera d'autant moins d'être confondue avec une dictature d'hommes et de groupes qui auraient pris le contrôle du gouvernement et se seraient substitués à la classe ouvrière, qu'elle proclamera plus ouvertement cette vérité. A la révolution il faut la dictature, parce qu'il serait ridicule de la subordonner à 100 % ou à 51 % des opinions. Là où on exhibe de pareils chiffres, c'est que la révolution a été trahie.

En conclusion, le parti communiste gouvernera seul et n'abandonnera jamais le pouvoir sans une lutte matérielle. Cette affirmation courageuse de la volonté de ne pas céder à la tromperie des chiffres et de ne pas en faire usage

aidera à lutter contre la dégénérescence de la révolution.

Au stade supérieur du communisme, qui ne connaît plus ni production marchande, ni monnaie, ni nations, et qui verra d'ailleurs la mort de l'Etat, les syndicats perdront leur raison d'être. Comme organisation de combat, le parti sera nécessaire tant qu'existeront dans le monde des résidus de capitalisme. De plus, il conservera toujours la tâche de dépositaire et propagateur de la doctrine sociale donnant une vision générale du développement des rapports entre la société humaine et la nature matérielle.

La conception marxiste, qui remplace les assemblées parlementaires par des organes de travail, ne nous ramène pas non plus à une "démocratie économique" qui adapterait les organes de l'Etat aux lieux de travail, aux unités productives ou commerciales, etc., éliminant de toute fonction représentative les patrons subsistants et les individualités économiques disposant encore d'une propriété. La suppression du patron et du propriétaire n'est encore que la moitié du socialisme; l'autre moitié, et la plus expressive, consiste dans l'élimination de l'anarchie économique capitaliste (Marx). Quand la nouvelle organisation socialiste naîtra et grandira - le parti et l'Etat révolutionnaire étant, dans cette phase, au premier plan - on ne se limitera plus à frapper les patrons et leurs contremaitres d'antan : on redistribuera de façon entièrement originale et nouvelle les tâches et les charges sociales entre les individus.

Le réseau d'entreprises et de services, tel qu'il aura été hérité du capitalisme, ne pourra donc pas être mis à la base d'un appareil de "souveraineté", c'est-à-dire de délégation de pouvoirs à l'intérieur de l'Etat et jusqu'à ses organes centraux. C'est justement la présence de l'Etat d'une classe unique et du parti fortement et qualitativement unitaire et homogène qui offrira le maximum de conditions favorables pour la réorganisation de la machine sociale, en réduisant au minimum la pression des intérêts limités des petits groupes, et en donnant le maximum de poids aux données générales et à leur étude scientifique pour le bien-être collectif. Les changements dans la machine productive seront énormes: il suffit de penser au programme de renversement des rapports entre ville et campagne sur lequel Marx et Engels ont tant insisté et qui est en totale opposition avec la tendance qui triomphe actuellement dans tous les pays connus.

Le réseau calqué sur les lieux du travail est donc une formule insuffisante qui ne fait que recopier les vieilles positions proudhoniennes et lassalliennes que le marxisme a depuis longtemps rejetées et dépassées.

La définition des types de liaison entre la base et les organes centraux de l'Etat de classe dépend surtout des apports de la dialectique historique et ne peut être déduite ni de "principes éternels", ni du "droit naturel" ou d'une Constitution sacrée et inviolable. Tout détail en cette matière serait pur utopisme. Il n'y a pas un grain d'utopie chez Marx, dit Engels. Même l'idée de la fameuse délégation de pouvoir de l'individu isolé (l'électeur) par un acte platonique dérivant de sa libre opinion doit être laissée aux brumes de la métaphysique. L'opinion est en réalité le reflet des conditions matérielles et des formes sociales, et le pouvoir, une intervention de force physique.

La caractéristique négative de la dictature ouvrière est nettement établie : bourgeois et semi-bourgeois n'auront plus de droits politiques, on les empêchera par la force de se réunir en corps d'intérêts communs ou en groupes d'agitation politique, ils ne pourront jamais ouvertement voter, élire ni déléguer qui que ce soit à quelque "poste" ou fonction que ce soit. Mais même le rapport entre le travailleur, membre reconnu et actif de la classe au pouvoir, et l'appareil d'Etat, perdra le caractère factice et trompeur d'une délégation de pouvoir, d'une représentation par l'intermédiaire d'un député, d'une liste, d'un parti. Déléguer, c'est en effet renoncer à la possibilité d'une action directe, et la prétendue "souveraineté" du droit démocratique n'est qu'une abdication, le plus souvent en faveur de filous.

Les membres travailleurs de la société se regrouperont en organismes locaux et territoriaux en fonction de leur domicile et, dans certains cas, des déplacements que leur imposera leur participation à la machine productive en pleine transformation. C'est par leur action ininterrompue et continue que la participation de tous les éléments sociaux actifs aux rouages de l'appareil d'Etat, et donc à la gestion et à l'exercice du pouvoir de classe, sera assurée. Dresser le plan de ces rouages avant que le rapport de classe dont ils naîtront se soit concrètement déterminé est chose impossible.

La Commune établit comme critères de la plus haute importance (Marx, Engels, Lénine) que ses membres et fonctionnaires seraient révoquables à tout moment et que leur traitement ne dépasserait pas le salaire ouvrier moyen. Toute séparation entre producteurs à la périphérie et bureaucrates au centre est ainsi abolie au moyen de rotations systématiques. Le service de l'Etat devra cesser d'être une carrière et même une profession. Il est certain qu'en pratique ces contrôles créeront des difficultés insurmontables, mais Lénine a depuis longtemps exprimé son mépris pour les projets de révolution sans difficultés ! Les conflits inévitables ne seront pas complètement résolus à coups de règlements : ils constitueront un problème historique et politique, ils définiront un rapport de forces réel. La révolution bolchévique ne s'est pas arrêtée devant l'Assemblée constituante, mais l'a dissoute. Les conseils d'ouvriers,

de paysans et de soldats étaient nés. Ces organes d'Etat de type original surgis dans l'incendie de la guerre sociale (et déjà présents dans la révolution de 1905) s'étendaient du village au pays tout entier par une succession d'unités territoriales de plus en plus vastes; leur formation ne répondait à aucun des préjugés sur le "droit des hommes" et le "suffrage universel libre, direct et secret" !

Le parti communiste déclenche la guerre civile et la gagne, occupe les positions-cléf au sens militaire et social, multiplie par mille ses moyens de propagande et d'agitation en conquérant les bâtiments et édifices publics, forme sans perdre de temps en procédures les "corps ouvriers armés" dont parle Lénine, la garde rouge, la police révolutionnaire. Aux assemblées des Soviets, il devient majorité sur le mot d'ordre: "tout le pouvoir aux soviets!". Cette majorité est-elle un fait juridique, froidement et banalement numérique ? Nullement. Quiconque - espion ou travailleur sincère mais trompé - vote pour que le Soviet renonce au pouvoir conquis grâce au sang versé par les combattants prolétaires ou pour qu'il en trafique avec l'ennemi, sera expulsé à coups de crosse par ses camarades de lutte. Et on ne perdra pas de temps à le compter dans une minorité légale, hypocrisie coupable dont la révolution n'a pas besoin, alors que la contre-révolution s'en nourrit.

Sur les mêmes lignes fondamentales, des données historiques différentes de celles de 1917 en Russie - chute toute récente du despotisme féodal, guerre désastreuse, rôle des chefs opportunistes - pourront déterminer d'autres configurations pratiques du réseau de base de l'Etat. Depuis qu'il a rejeté l'utopisme, le mouvement prolétarien trouve sa voie et assure son succès grâce à l'expérience exacte non seulement du mode de production et de la structure de l'Etat actuels, mais aussi des erreurs de stratégie de la révolution prolétarienne, aussi bien dans la guerre sociale "chaude" - dans laquelle les fédérés de 1871 tombèrent glorieusement - que dans la guerre sociale "froide" où nous avons perdu, entré 1917 et 1926, la grande bataille de Russie opposant l'Internationale de Lénine au capitalisme du monde entier soutenu au premier rang par la misérable complicité de tous les opportunistes.

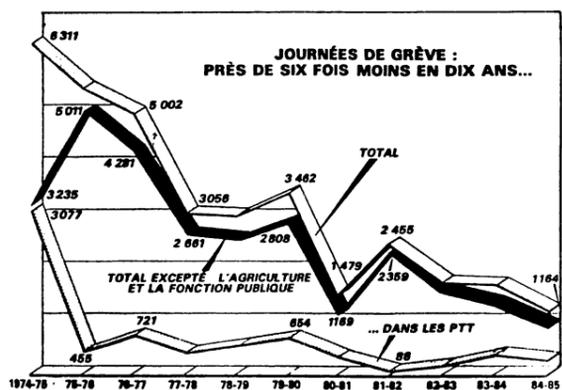
Les communistes n'ont pas de constitutions codifiées à proposer. Ils ont un monde de mensonges et de constitutions cristallisées dans le droit et dans la force de la classe dominante à abattre. Ils savent que seul un appareil révolutionnaire et totalitaire de force et de pouvoir, sans exclusion d'aucun moyen, pourra empêcher que les infâmes résidus d'une époque de barbarie ressurgissent et qu'affamé de vengeance et de servitude, le monstre du privilège social relève la tête, lançant pour la millième fois le cri menteur de Liberté ! ●

1) Publié dans notre brochure "Parti et classe".

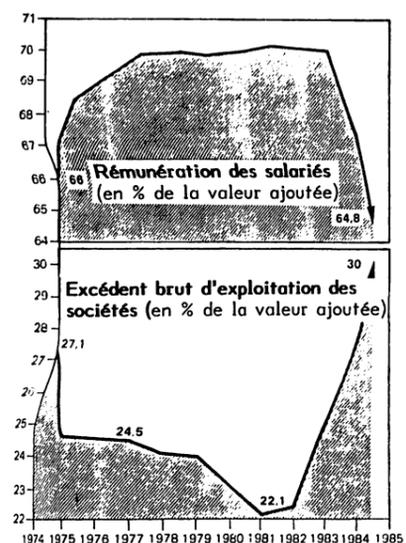
## A QUOI SERT LA GAUCHE ?

Les tableaux ci-dessous montrent, mieux que de longs discours, le rôle des partis de gauche au gouvernement. A partir de 81-82 le partage de la "valeur ajoutée" se renverse de façon spectaculaire au détriment des salaires et en faveur des profits des entreprises. Cette reconstitution des profits se réalise sans que la classe ouvrière réussisse réellement à riposter, comme l'indique le nombre des journées de grève. Certes la gauche, et au premier chef le PC et les syndicats se sont usés pour arriver à ce résultat en paralysant les travailleurs, mais ils ont rendu un service considérable au capitalisme français. Nous dédions ces tableaux à certains farceurs qui croient encore que la victoire de la gauche en 81 avait "ouvert une brèche dans le dispositif anti-ouvrier de la bourgeoisie". Ce

n'est pas un groupe trotskyste qui écrit ces âneries, ou un quelconque élément de "l'extrême-gauche du capital", mais le CCI lui-même, dans "Révolution Internationale" d'avril 86. Malheureusement il ne suffit pas aux ânes de savoir lire pour comprendre ce qui se passe sous leurs yeux...



LE PARTAGE DE LA VALEUR AJOUTÉE



**IMPRIMERIE**

IMPRE  
30, rue de Lingolsheim  
67810 Holtzheim  
Distribué par les NMPP  
n° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926.

**ADRESSE UNIQUE (France)**

VALENTINI  
7, avenue de la Forêt-Noire  
67000 STRASBOURG.

**CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE :**

Editions programme  
12, rue du Pont  
1003 LAUSANNE

**Militants, sympathisants, lecteurs,**  
vous pouvez collaborer utilement  
au journal en l'informant de tout  
ce qui mérite d'être remarqué  
du point de vue social, économique  
et politique. Envoyez-nous tracts  
locaux, compte-rendus d'événements,  
coupures de presse ou remarques  
sur les luttes sociales.

# AVIS DE TEMPETE EN MEDITERRANEE

L'alibi Libyen, que nous avons dénoncé dans le Proletaire n° 386, continue à être utilisé à fond par l'impérialisme américain. Chaque année la flotte militaire US vient faire régulièrement des manoeuvres provocatrices dans les eaux revendiquées par la Libye, histoire de montrer sa force. Mais cette fois-ci, c'est une véritable armada, organisée autour de 3 porte-avions et de navires de toute sorte, qui est venue croiser dans le golfe de Syrte, à la recherche de l'incident; puis après avoir coulé quelques vedettes (de fabrication française) et endommagé quelques bases côtières, la flotte américaine s'est éloignée jusqu'à l'acte suivant, constitué par des attentats terroristes, les fanfaronades de Kadhafi et les nouveaux bombardements américains.

Nous avons montré à plusieurs reprises que le régime de Kadhafi ne constitue en aucune manière une menace sérieuse pour les USA ou les occidentaux. Mieux encore, les USA étaient encore récemment les premiers clients de la Libye en raison de leurs achats de pétrole. Après la déclaration d'un embargo commercial par Washington il y a quelques mois, des centaines de techniciens et ingénieurs américains quittèrent le pays. Mais les grosses compagnies de pétrole firent valoir que si elles se retiraient de Libye, leurs investissements risqueraient d'être perdus, ou de passer à des concurrents; l'embargo fut "assoupli" et ces compagnies continuent à faire leur "business as usual", quoique à un rythme ralenti.

En fait, en raison de la surproduction générale, le pétrole libyen ne présente plus guère d'intérêt pour les USA : les gesticulations militaires dans le golfe de Syrte, ne peuvent donc heurter les intérêts américains.

La presse a rapporté que les installations militaires endommagées par les raids aériens US fin mars, ont été remis en état par des spécialistes anglais. Nous ne savons pas si cela est vrai; mais ce qui est probable c'est que des conseillers militaires, des techni-

ciens civils anglais, italiens, français se trouvent en Libye pour assurer la maintenance des armements et des équipements divers fournis par ces pays. L'Allemagne, la Grande-Bretagne et surtout l'Italie maintiennent d'autre part d'importantes relations économiques avec le régime de Kadhafi. Ce simple fait suffit à démontrer l'absurdité des soi-disant menaces libyennes sur l'Europe, et il explique les réticences européennes à suivre les américains. La France elle-même, qui fait face à la Libye au Tchad, prend soin de ne pas rompre avec Tripoli et de lui proposer les bases d'une entente autour d'un "partage" tacite du Tchad. La veille des bombardements US, les ministres européens des affaires étrangères réunis d'urgence à la Haye, prirent bien quelques mesures contre la Libye, mais ces mesures étaient symboliques. Les ministres refusèrent par exemple tout gel de crédits commerciaux à Tripoli ou la fermeture des ambassades libyennes. Et les européens prodiguèrent des conseils de "modération" aux USA; on sait que les allemands envoyèrent un message pour "mettre en garde" les américains contre tout recours à la force. Aussi lorsque le gouvernement espagnol juge les bombardements comme "une gifle aux européens", il exprime ouvertement ce que pense tout bas les autres pays, Grande-Bretagne exceptée.

La démonstration de force américaine embarrasse les européens, et elle a été condamnée - sans doute en termes diplomatiques, mais cela ne change pas l'importance du fait - par l'Italie et l'Espagne, pour qui la Méditerranée est une zone vitale. En effet les USA ont sans doute voulu donner un avertissement à une Libye affaiblie et à l'URSS de ne pas installer de bases militaires sur le flanc sud de l'OTAN. Ils ont aussi montré aux Etats, mais également aux masses, du Maghreb et du Moyen-Orient, c'est-à-dire à une région que la chute des recettes pétrolières risque de déstabiliser, qu'ils sont prêts à défendre l'ordre établi. Mais la leçon s'adresse

aussi aux alliés européens, en leur démontrant que les USA sont les maîtres du jeu en Méditerranée et les "défenseurs" des européens, aujourd'hui contre une menace libyenne plus qu'à demi-fictive, demain contre une vague sociale autrement plus dangereuse, ou contre l'URSS.

Cette dernière a réagi dès les premiers incidents avec habileté : elle a proposé un retrait simultané de la Méditerranée des flottes de guerres russe et américaine et donc a proposé aux européens qu'ils fassent eux-mêmes la police dans la région. Elle désigne ainsi les USA comme les intrus et propose implicitement une rupture de l'Alliance Atlantique.

Mais les temps ne sont pas encore mûrs pour songer à des décisions aussi graves et les européens ne sont d'ailleurs pas encore prêts à remplir le rôle de maîtres de la Méditerranée.

Cependant les lignes de l'évolution vont dans ce sens; après l'envoi d'un corps expéditionnaire au Liban, l'Italie se dote d'une force d'intervention rapide, sur les modèles français et américains; l'Espagne réorganise son armée et se dote, pour la première fois, d'un "plan stratégique global", orienté vers "le sud". Nous avons suffisamment souligné le rôle de premier plan de la France dans cette évolution militariste pour y revenir.

Cette montée en puissance des impérialismes européens les place sur une trajectoire de collision avec les USA, ou en tout cas, multiplie les contradictions avec eux. Il est encore trop tôt pour prévoir les futures configurations des rapports de force inter-impérialistes et les évolutions des alliances militaires qui dépendront aussi des mouvements sociaux des 2 côtés de la Méditerranée. Mais le moment se rapproche où l'incendie allumé au Moyen-Orient et pour l'heure contenu, à part quelques étincelles sporadiques, enflammera la vieille Europe, si du moins le prolétariat ne réussit pas à abattre les citadelles impérialistes. ●

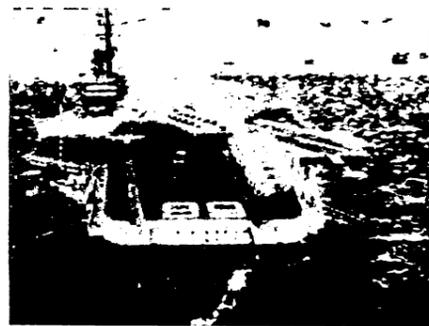
## Libye : la canaille militariste US en action !

( Suite de la page 1 )

actuellement porter l'accent principal sur la dénonciation prioritaire de l'action terroriste de brigandage et de rapine des gangsters impérialistes : les USA ainsi que les impérialismes occidentaux, sans oublier bien sûr l'URSS qui pour l'instant est en retrait.

Car les impérialismes européens aussi profitent de l'action du gangster US. Certes dans l'ensemble, à l'exception de la GB et des forces politiques les plus atlantistes - comme l'UDF en France - ils ne veulent pas être entraînés dans une action dont le bénéfice irait prioritairement aux USA et leur permettrait d'imposer leur leadership politico-militaire sur le monde occidental. Ce qui indique les divergences d'intérêt entre l'Europe et les USA, divergences qui seront à l'avenir de plus en plus nettes (cf dans ce numéro "tempête sur la Méditerranée"). Mais dans le même temps les impérialismes européens, France en tête, refusent de condamner l'agression yankee car celle-ci inaugure une phase dans laquelle eux aussi seront amenés à entreprendre des opérations militaires de brigandage, et à utiliser leurs forces d'intervention (comme la FAR en France).

L'agression menée par la canaille militariste américaine annonce de futures interventions analogues réalisées par d'autres canailles, européennes cette fois. C'est pourquoi la dénonciation de cette agression est indispensable pour se préparer à lutter contre le développement inexorable d'autres opérations du même genre. Elle est également indispensable pour permettre aux masses ouvrières des métropoles de se démarquer de leur propre Etat militariste pour le combattre et préparer de la sorte la possibilité d'établir des



liens de solidarité active avec les masses du Tiers-Monde. C'est là la condition pour contribuer à ce que ces dernières ne tombent pas dans le piège qui consiste à combattre l'agression et l'arrogance impérialiste en confiant la défense de leurs intérêts à des Etats bourgeois qui, pour être plus faibles que les Etats impérialistes, n'en sont pas moins irréversiblement antiprolétaires et contre-révolutionnaires. La condition d'une solidarité internationaliste et d'une union combattante des masses contre les préparatifs de guerre de la canaille militariste passe dans les métropoles par la dénonciation de l'agression US comme de toutes les futures interventions sanglantes des brigands impérialistes US, français, italien et britannique. ●

17 avril 1986.

## Consensus réactionnaire autour des otages

La détention des otages français à Beyrouth a provoqué une formidable campagne destinée à mobiliser l'opinion contre "l'odieuse chantage". A cette occasion, s'est réalisé un consensus général; chaînes de télévision, de radio, journaux, partis politiques de droite comme de gauche ont appelé à l'unité nationale, relayant en quelque sorte la déclaration de Fabius après l'assassinat d'un des otages, déclaration qui résume le sens de cette campagne : "je demande à tous les français de comprendre que dans ces circonstances, la réponse d'une démocratie comme la notre doit être une totale fermeté et une "totale unité".

Cette campagne est une nouvelle manifestation du consensus politique autour de l'impérialisme français. Aucune des forces qui se sont mobilisées avec des sanglots dans la voix sur l'affaire des otages n'avait condamné l'envoi de soldats français au Liban après l'invasion israélienne de 1982. Au contraire tous les partis l'avaient approuvé, comme ils ont tous approuvé les expéditions militaires au Tchad. Personne ne demande aujourd'hui le retrait des 1.500 soldats français présents au Sud-Liban sous l'uniforme de la FINUL, comme personne ne demande le retrait des soldats français d'Afrique ou des DOM-TOM.

Au contraire, tous les partis refusent d'envisager cette hypothèse car ce serait "céder aux terroristes" et sacrifier les intérêts français à l'étranger, c'est-à-dire les intérêts impérialistes.

La campagne autour des otages a donc pour fonction de faire adhérer la population, et, en définitive, le prolétariat, à la défense de ces intérêts et donc à renforcer l'impérialisme. Merveilleuse efficacité de la démocratie totalitaire ! L'opération est facile à réaliser lorsque tous les médias fonctionnent à l'unisson : il suffit de présenter les tragiques événements du Liban, non comme le contre-coup de la présence impérialiste française, mais comme une agression menée par des fanatiques ou des fous contre des innocents et en perspective, contre tous les français. Le sang des otages permet à l'impérialisme de se présenter comme la victime et non plus comme l'assassin.

Rappelons tout de même, pour nous limiter au Liban, que nos braves soldats avaient désarmé les masses palestiniennes avant de laisser la place aux tueurs des camps de Sabra et de Chatila, et qu'ils avaient ensuite participé aux bouclages et aux ratissages des quartiers de Beyrouth-Ouest pour permettre l'arrestation des éléments "en situation irrégulière". Plusieurs centaines de personnes ont "disparu" à jamais après ces arrestations. Qui, parmi nos belles âmes d'aujourd'hui, s'en est ému ?

Il faudrait rappeler également que c'est l'impérialisme français qui a élaboré le système politique libanais basé sur la confession religieuse, selon le vieux principe du "diviser pour régner", et dont on voit aujourd'hui les fruits empoisonnés. On pourrait aussi rappeler que "nos" services spéciaux n'ont pas hésité à armer et entraîner certaines milices contre d'autres, voire à fêter de l'attentat à la voiture piégée (1). Mais on sait depuis le Rainbow Warrior que les terroristes ce ne sont jamais ceux qui défendent les intérêts de la France, mais ceux qui s'y opposent...(2).

La campagne autour des otages n'est pas un épisode sans lendemain; elle doit être considérée comme un symptôme et comme un avertissement; symptôme que l'aggravation des tensions internationales augmente les risques de conflits, d'engagements militaires et d'actes de violence sous les formes les plus variées; avertissement que la bourgeoisie s'y prépare non seulement "techniquement" et militairement, mais aussi politiquement avec ces campagnes de mobilisation de masse (exacerbée et facilitée dans ce cas par les élections) qui font appel à tout son arsenal idéologique : droits de l'homme, démocratie et civilisation contre barbarie et fanatisme...

Dans ces campagnes les otages ou les victimes ne jouent que le rôle - mais ce rôle est indispensable - de l'appât, et l'appât est d'autant plus efficace qu'il est plus "innocent", qu'il est plus facile de l'identifier au citoyen moyen : il est plus difficile de mobiliser l'opinion en faveur des faux Turenge et vrais nageurs de combat, qu'en faveur de journalistes ou de professeurs. L'argument, vrai ou faux, des otages ou des

menaces contre des civils a toujours été le prétexte le plus utilisé aux USA pour chaque opération militaire, comme à la Grenade ou actuellement pour justifier leur présence militaire renforcée en Méditerranée.

Les révolutionnaires doivent se préparer à répondre à ces campagnes en démasquant toute leur écoeurante hypocrisie, en démontrant leur fondement belliciste et pro-impérialiste, et en y opposant la nécessaire rupture de l'union nationale et de la concorde entre les classes. Seule la guerre de classe pourra détruire le capitalisme et l'impérialisme et libérer du même coup l'humanité de ses souffrances. ●

**A BAS LE CONSENSUS IMPERIALISTE !  
VIVE LA LUTTE DE CLASSE !**

- 1) "Libération", 10/3/86.
- 2) Il n'est pas étonnant que "SOS-racisme" se soit signalé dans cette campagne au nom de "la tolérance, la démocratie, la liberté de chacun", contre "la violence, le terrorisme, le chantage à la mort", si l'on sait que cette organisation a toujours refusé de prendre position contre l'impérialisme et le colonialisme français, en Nouvelle-Calédonie, au Tchad, dans les DOM-TOM ou ailleurs.

LISEZ ET FAITES CONNAITRE  
NOTRE JOURNAL EN  
LANGUE ITALIENNE !

**il comunista**

bimestrale del partito comunista internazionale - ANNO III/NUOVA SERIE  
In vendita allo strappo Italia - Usa  
L'IMPERIALISMO ITALIANO  
ALZA LA CRESTA

PARMI LES TEXTES EN VENTE  
AU "PROLETAIRE".

Brochures "Le Proletaire":

- Vive la lutte des ouvriers polonais 6F
  - Manifeste du PCI 6F
  - La question parlementaire dans l'IC 5F
  - Orientations d'action syndicale 4F
  - Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois 5F
- Plaquettes :
- En français :
    - Parti et classe 20F
    - Défense de la continuité du programme communiste 40F
  - En arabe :
    - Qu'est-ce que le socialisme ? 10F
    - Manifeste du PCI 20F
    - Thèses caractéristiques du parti 20F
  - En turc :
    - Révolution et contre-révolution en Russie 5F

En person :  
- Retour au programme communiste révolutionnaire de Marx, Lénine 8F

Autres langues (italien, espagnol, anglais, portugais, allemand, polonais, etc.) : nous consulter.  
Commande au journal.

# A BAS L'INTERVENTION MILITAIRE AU TCHAD

Pour la première fois également, des soldats du contingent ("volontaires du service long") ont été envoyés au Tchad : c'est là un pas important qui n'a été rendu possible que par la faiblesse des réactions en France devant les interventions militaires précédentes, les modifications du service national et en général grâce aux progrès du militarisme accomplis sous les gouvernements de gauche.

Depuis la mi-février, une nouvelle expédition militaire française, baptisée "Epervier", est en cours au Tchad; aujourd'hui près de 1 500 soldats français stationnent en divers points du pays, en plus des conseillers militaires qui n'ont jamais cessé d'être présents. Les bases militaires de la République Centrafricaine voisine ont également été renforcées; c'est de là que sont partis les avions qui ont bombardé le nord du Tchad et c'est également là qu'un "Jaguar" français s'est écrasé sur une école, faisant des dizaines de morts et blessés et démontrant de la manière la plus sanglante les méfaits que causent l'impérialisme tricolore aux populations de toute la région.

Par rapport à la précédente "opération Manta", la nouvelle intervention présente quelques caractéristiques nouvelles et des traits inchangés. Il s'agit toujours de renforcer un pouvoir néo-colonial chancelant, mais en évitant, dans la mesure du possible, l'engagement direct au combat des soldats français : l'Etat-major se souvient des difficultés rencontrées dans les années 70 contre les guérillas du Frolinat. Les possibilités d'un accord avec Kadhafi sont préservées en lui reconnaissant tacitement une zone d'influence au nord, pourvu que le "Tchad utile" (sud et centre du pays) ne soit pas menacé. Mitterrand lui-même écrit dans l'introduction de son dernier livre, "Réflexions sur la politique extérieure de la France" : "c'est alors que j'ordonnai l'opération "Manta" (...). Deux objectifs étaient visés : tenir le Tchad utile "et interdire aux troupes libyennes "le voisinage de l'Afrique noire. Au "nord (du 15ème parallèle - NDR) (...), "on n'y produit rien. Aucune grande "voie de circulation n'y passe. C'est "le plus rigoureux des déserts. Le Tchad "utile commence au sud de cette ligne".

Or ce "Tchad utile" ... pour l'impérialisme est dans une situation de rébellion potentielle qui peut devenir ouverte au moindre affaiblissement du pouvoir central. L'opération "Epervier" a donc revêtu un caractère beaucoup plus décidé et a été mise en place beaucoup plus rapidement que les interventions

précédentes. Les militaires français avaient tiré les leçons de "Manta" et préparé leurs plans de longue date.

Le déclenchement de l'opération "Epervier" a été approuvé par les grands partis politiques, à l'exception du PCF qui a refusé d'approuver ou de condamner, ce qui n'est qu'une forme hypocrite d'approbation. La virulence des attaques du PCF contre le PS ne va pas jusqu'à la condamnation, même platonique, des expéditions militaires, social-impérialisme oblige.

L'ex-extrême-gauche, en pleine chasse aux voix, s'est contentée dans le meilleur des cas de quelques lignes dans ses journaux ou de communiqués de presse. A notre connaissance les seules manifestations qu'elle a organisées pendant cette période ont été contre ... la présence de Duvalier en France ! Preuve, s'il en fallait encore une, de la nocivité du crétinisme électoral et de l'aplatissement de ces soi-disant révolutionnaires devant l'ordre établi.

Pour notre part nous avons tenté, à l'inverse d'une certaine ultra-gauche trop soucieuse de pureté doctrinale pour seulement y songer, de briser le consensus impérialiste, ne serait-ce que sur le plan de la propagande et dans la mesure de nos moyens ultra-réduits, à l'aide de tracts, comme celui-ci. Il est clair que l'absence tragique d'opposition prolétarienne aux actes de brigandage de "notre" impérialisme, reflet et conséquence de l'apathie d'une classe ouvrière anesthésiée et désorientée par le réformisme et la collaboration de classe, ne peut qu'encourager le développement et le renforcement de l'agressivité militaire en cette période de crise économique durable; elle constitue aussi un obstacle objectif de première grandeur pour la future union du prolétariat par-delà les frontières.

Cela ne doit pas être un prétexte pour renoncer à un travail trop difficile et trop à contre-courant, mais au contraire une raison supplémentaire pour que les éléments d'avant-garde se portent dès maintenant sur les positions de l'internationalisme prolétarien. ●

## L'INTERVENTION AU TCHAD EST UN ACTE DE BRIGANDAGE IMPERIALISTE.

Le gouvernement socialiste ne défend pas la paix. Il envoie ses troupes pour préserver les intérêts du capitalisme français.

### PROLETAIRES, DENONÇONS LE TERRORISME DE L'ETAT FRANCAIS !

Le déploiement important, en hommes et en matériel, des forces militaires françaises de Centrafrique vers le Tchad s'est fait sous le prétexte de l'aggravation des combats. En réalité, le bombardement d'OUADI-DOUM était préparé depuis des mois.

Le gouvernement se justifie en accusant Khadafi de soutenir les rebelles de Goukouni Oueddeye et de s'ingérer dans les affaires du Tchad. Mais la politique française au Tchad, en Centrafrique, au Gabon, etc. a toujours été depuis l'indépendance des ex-colonies africaines, une politique d'ingérence dans les affaires intérieures de ces pays.

Hier encore, en 1981, le gouvernement de gauche soutenait Goukouni contre Habré. Aujourd'hui c'est Habré contre Goukouni. Toujours sous prétexte de défendre la légitimité du pouvoir en place. Toujours sous prétexte d'avoir été appelé par le gouvernement ami. Toujours sous prétexte de défendre le Tchad contre le méchant Khadafi qu'une campagne de presse récente a encore dénoncé comme chef du terrorisme international.

Nous en sommes à la 4ème intervention française depuis 69. A chaque fois il s'est agi d'installer ou de sauver une fraction capable de défendre au mieux les intérêts de la bourgeoisie française au Tchad mais aussi en Afrique.

Les soldats français, loin d'apporter la paix aux masses qui souffrent de l'état de guerre et de famine, mènent une guerre de brigandage impérialiste. Destructions de villages, massacres de population, atrocités en tout genre, voilà les hauts faits des troupes françaises et tchadiennes légitimes.

Les budgets militaires n'ont pas cessé d'augmenter. Les partis soi-disant défenseurs de la classe ouvrière n'hésitent pas à les voter. La gauche a créé une force d'action rapide pour les interventions de ce genre. Ils sont loin les discours sur les peuples qui souffrent de l'oppression. Après les guerres coloniales la gauche a conservé les mêmes réflexes de défense du capitalisme français.

### NON AU CONSENSUS GUERRIER ET CHAUVIN !

L'intervention a été approuvée à droite comme à gauche, sauf par le PCF qui lui s'en lave les mains, émet des réserves hypocrites sur le caractère légitime de l'intervention.

Tous ces partis avec des arguments différents défendent une propagande nationaliste et chauvine. La campagne électorale tombe à point d'ailleurs pour que les opérations militaires en cours soient acceptées encore plus facilement que d'habitude.

Les prolétaires n'ont rien à attendre de ces interventions militaires sinon de nouveaux sacrifices, en attendant le jour où ils seront appelés à verser leur sang pour la patrie capitaliste.

Dénoncer dès aujourd'hui les interventions militaires, refuser de s'associer aux querelles de brigands de l'impérialisme français contre d'autres impérialistes c'est la seule façon de se préparer à lutter contre le militarisme, de nouvelles guerres et de nouveaux conflits. ●

CONTRE LE MILITARISME ET L'OPPRESSION, LUTTONS POUR L'UNION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

TROUPES FRANCAISES HORS DU TCHAD !

(TRACT DIFFUSE PAR NOS CAMARADES)

# Fièvre capitaliste autour du pétrole

La baisse continue du prix du pétrole a été accueillie dans un premier temps avec enthousiasme dans les pays industriels. La mythologie bourgeoise ayant attribué la crise économique mondiale au seul "choc pétrolier", le "contre-choc" actuel rétablirait les conditions d'une nouvelle expansion économique.

De plus c'est le prix de l'ensemble des matières premières qui recule. Comme l'OPEP, la plupart des cartels de producteurs, mis en place pour maintenir des cours élevés, s'effondrent faute de pouvoir réussir à enrayer les baisses des prix.

Fin janvier le ministre saoudien du pétrole déclarait : "il n'y a pas de limite à la baisse en spirale des prix qui pourraient tomber en dessous de 15 dollars le baril, à moins qu'un accord réaliste entre les producteurs de pétrole "membres et non-membres de l'OPEP, "particulièrement la Grande-Bretagne, "soit trouvé". Fin mars, aucun accord réaliste n'ayant pu arrêter la guerre des prix, le baril était tombé autour de 10 dollars (pour 30 dollars en novembre 85) et le ministre d'un Etat du Golfe évoquait un baril à 5 dollars ...

Cette perspective a provoqué une réaction américaine en forme d'avertissement à l'Arabie Saoudite : "les Saoudiens ont beaucoup d'amis dans le monde "et pousser les prix à la baisse par "une production excessive a des conséquences sur leurs alliés" déclare alors le ministre US de l'énergie. Ces déclarations "conçues comme un signal aux "Saoudiens que le temps est venu de "stabiliser les prix", marquent le changement d'attitude des USA qui avaient jusqu'alors laissé faire "selon les lois du marché".

La baisse rapide du pétrole met en danger tout un secteur de l'économie américaine : firmes pétrolières qui comme TEXACO, CHEVRON et d'autres risquent la faillite et les banques engagées dans ce secteur, en particulier au Texas. Les plus grosses sociétés, EXXON, SHELL, BP ... pourraient par contre tirer avantage d'un pétrole à bas prix qui éliminerait les concurrents les plus faibles, que ce soit les pétroliers indépendants ou les nouveaux pays producteurs : "le développement des accords dits "de valorisation leur garantissant des "prix conformes au marché avec les "producteurs de l'OPEP, renforce l'intérêt "qu'elles portent à ces pays. Une sorte "de réintégration s'amorce entre l'OPEP "et ces compagnies aux dépens des "nouveaux producteurs", après la "grande rupture des années 70" (1). Un responsable américain confiait fin janvier au Wall Street Journal "qu'une "baisse des prix à 15 dollars est théoriquement tolérable"; certes cela risquerait d'entraîner des difficultés pour certains pays producteurs, mais "le gouvernement "répondra cas par cas. Si des pays producteurs amis chancelent, nous attendrons "qu'ils soient en difficultés" (2).

En effet la baisse du pétrole ne peut manquer d'avoir de lourdes conséquences sur les pays producteurs, souvent lourdement endettés, et dont il constitue une grosse partie des recettes d'exportation. Cette baisse du pétrole, qui se conjugue à la baisse du prix des autres matières premières, a donc comme premier résultat de diminuer la capacité de ces pays à honorer le service de leur dette et à restreindre leurs achats à l'étranger. Elle est elle-même due à une surproduction, alors même que la demande reste stagnante, malgré la reprise économique mondiale. "Au cours des années soixante-dix, "on pensait que l'on allait manquer "de tout (...). Les investisseurs ont "alors mis les bouchées doubles; mais "une fois l'inflation mondiale maîtrisée, "on s'est retrouvé avec des capacités "de production nettement supérieures "à ce que le marché pouvait absorber" explique un conseiller économique de Reagan à l'International Herald Tribune (3) qui ajoute que "c'est le marché "des matières premières qui souffrent "le plus de l'excédent des capacités".

Marx après avoir expliqué dans le Capital la tendance à la hausse des prix des matières premières, selon le développement de la production capitaliste, écrit : "mais si alors intervient "l'effondrement de ces prix élevés, "leur montée ayant provoqué soit une "réduction de la demande, soit ici une "extension de production, là l'importation "de produits de contrées plus éloignées "et peu mises à contribution (...) le "soudain effondrement du prix des produits "bruts met un frein à leur reproduction "et le monopole des pays premiers "producteurs, ceux qui produisent aux "conditions les plus avantageuses est "rétabli, peut-être avec certaines limi-

tations, mais rétabli tout de même". Et il juge que "toute idée de contrôler "en commun, de diriger et de prévoir "à l'avance la production des matières "premières - contrôle en gros parfaitement "inconciliable avec les lois de la production capitaliste et qui demeure toujours "en conséquence un simple vœu pieux, "ou se limite à des démarches communes "exceptionnelles aux moments de grave "péril immédiat et de grand désarroi - "route idée de contrôle fait place à "la croyance que demande et offre "se régulariseront mutuellement" (4).

Les variations du cours des matières premières, qu'elles soient d'origine minérale comme le pétrole, l'étain, le cuivre, etc. ou d'origine végétale comme le coton, le caoutchouc, les produits agricoles, témoignent de l'anarchie de la production capitaliste. La surproduction actuelle des matières premières est donc bien loin d'annoncer une nouvelle période harmonieuse de prospérité économique. Il est vrai cependant que la baisse des prix des matières premières entraîne une hausse du taux de profit comme le fait une baisse des salaires. Et dans tous les pays industriels on peut constater des hausses, parfois spectaculaires, des profits des entreprises. Ce phénomène, auquel s'ajoute les transferts nets des capitaux, au titre de la dette, par les pays sous-développés vers les pays industriels, est la cause de l'euphorie avec laquelle est accueillie jusqu'ici la baisse des cours des matières premières.

Mais cette baisse des cours va entraîner un retrécissement du marché mondial : s'ils vendent moins, les producteurs qui étaient aussi de très bons clients, vont moins acheter. Déjà on prévoit une forte diminution du commerce avec les pays de l'Est, dont l'économie s'était ralentie en 1985 pour la 3ème année consécutive. Les menaces sur le système financier international se précisent à nouveau; le Mexique, le Pérou, le Nigéria sont virtuellement en cessation de paiement; les banques arabes sont en péril.

Alors que la reprise économique commence à donner des signes d'essoufflement - le taux de croissance du commerce mondial après avoir atteint 9% en 1984, s'est ralenti à 3% en 1985 - et que s'aiguise la guerre commerciale sur tous les fronts, les nuages s'accumulent sur l'économie capitaliste.

Pour conclure nous citerons le quotidien anglais "Financial Times", porte-parole autorisé s'il en est, des milieux financiers et capitalistes internationaux. Dans un éditorial consacré à la fièvre boursière et aux cours du pétrole (5) il constate un boom des valeurs boursières sans précédent, de 48% à Wall Street jusqu'à 290% de hausse à Milan depuis le début de 1985. Les boursiers semblent croire à un nouvel âge d'or mais de nombreux indices font penser que la croissance a échappé à tout contrôle; les problèmes subsistent: le ralentissement de la croissance économique pourrait bien refléter une faiblesse fondamentale dans l'économie mondiale; la dette privée fondée en grande partie sur les valeurs boursières, en particulier aux USA, s'est élevée à des niveaux qui n'ont été atteints qu'une fois au cours de ce siècle, entre 1928 et 1938. Il est clair dans ces conditions qu'un recul de la bourse "pourrait faire descendre en vrille le système du crédit "et l'ensemble de l'économie mondiale". Et alors c'est le scénario suivant qui se déroule "la scène est dressée pour "la plus grande panique financière depuis "1929. Les marchés boursiers deviennent "incontrôlables, propulsés par une explosion "du crédit qui fait ressembler le boom "inflationniste des années 70 à un simple "pétard (...). L'euphorie injustifiée sur "la mort de l'OPEP est en train de "faire gonfler cette poussée spéculative "jusqu'à des proportions monstrueuses. "La chute des cours du pétrole cache "simplement l'état réel d'une économie "mondiale chancelante. Tôt ou tard "la vérité ne pourra plus être ignorée. "Et de même qu'en 1929 la hausse "des actions s'accéléra jusqu'à la folie, "les richesses des spéculateurs insouciantes "s'englouiront quand les marchés s'effondreront sous le poids même de leurs "espoirs". ●

1) "Le Monde", 25/1/86.

2) Ibid.

3) "International Herald Tribune", 13/12/85 (traduit dans "Problèmes Economiques", 20/2/86).

4) Le Capital, Livre III, chap. III (Ed. Soc., page 127).

5) "Dans la chaleur des marchés chauffés au pétrole", "Financial Times", 5/4/86.

# «Révolution populaire» et statu-quo social aux Philippines

Après Haïti, c'est aux Philippines qu'une dictature cède la place à un régime démocratique, sous les applaudissements de "l'opinion publique" mondiale et grâce à l'aide empressée de l'impérialisme américain. Dans les deux cas, ces régimes n'ont pu durer si longtemps qu'en raison du soutien des USA; et ce sont maintenant les USA qui poussent et même organisent la révolution de palais, pour prévenir des révolutions sociales.

Malgré les grandes différences entre les 2 pays - 6 millions d'habitants à Haïti, 50 aux Philippines beaucoup plus développées et plus riches - il y a un certain nombre de traits communs qu'il faut relever. D'abord les 2 pays présentent un intérêt stratégique pour les USA, soit parce que l'un se trouve dans les Caraïbes, le jardin américain, soit parce que l'autre est un pivot fondamental de la présence américaine en Asie du Sud-Est, et ceci depuis la fin de la colonisation espagnole. Ensuite parce que la montée des tensions sociales, malgré les structures dictatoriales, dans des Etats durement secourus par la crise mondiale, menaçait de déboucher à brève échéance sur des explosions incontrôlables.

A la différence de ce qui s'est passé ailleurs, la pression impérialiste a permis d'anticiper ces explosions en forçant une évolution des structures politiques, ce qui démontre une nouvelle fois que l'arène de la lutte des classes est internationale et que des bouleversements sociaux et politiques dans un pays se heurtent à toute la Sainte-Alliance impérialiste mondiale.

Dans ces 2 pays, la "démocratisation" a pu être réalisée avec un minimum de difficultés, en raison de l'absence d'organisation politique des masses exploitées qui leur aurait permis d'intervenir dans ces changements; aux Philippines la guérilla à base essentiellement paysanne, n'a pu qu'assister en spectatrice aux mouvements de masse qui se déroulaient dans les villes.

Enfin, dans les 2 pays, une aide irremplaçable a été fournie à ce ravalement de l'ordre établi, par l'Eglise catholique, base et hiérarchie ensemble. Aux Philippines comme en Haïti, l'Eglise a rempli la fonction d'un parti réformiste de masse, implanté parmi les opprimés et discipliné.

C'est là une manifestation éclatante des capacités contre-révolutionnaires de l'Eglise et de son aptitude à se plier aux objectifs de l'impérialisme. Avec Jean-Paul II, l'Eglise catholique a pu retrouver une nouvelle souplesse et une nouvelle manoeuvrabilité au service de la défense de l'ordre établi et comme frein au développement de la lutte des classes.



Aujourd'hui l'Eglise avec le prêche, demain l'armée avec le feu pour les désarmer.

Le changement de régime aux Philippines est le dernier acte, provisoire, d'une grave crise économique et politique. Il ne s'agit en aucune manière d'une véritable révolution, mais d'un simple changement de l'équipe au pouvoir, dont les causes remontent à plusieurs années.

Après l'imposition de la loi martiale en 1972, la Banque Mondiale et le FMI se mirent à organiser l'investissement de capitaux étrangers aux Philippines. C'était l'époque où les Philippines étaient données comme un "modèle" de développement. Attirées par les bas salaires, l'absence de grèves et la stabilité politique obtenue par une répression sans pitié, de nombreuses firmes, très souvent américaines, s'implantèrent dans le pays; citons General Motors, Goodyear, Texas Instruments, Colgate, des grandes sociétés agro-alimentaires, des compagnies pétrolières, des banques... L'archipel héberge également les 2 plus grandes bases américaines à l'étranger, qui jouent un rôle vital dans la stratégie US en Asie du Sud-Est.

Au début des années 80 les choses commencèrent à changer. En 1980 se créa le premier syndicat ouvrier indépendant; en 1982 éclata la première grève dans la zone franche de Batan, la plus grande des Philippines, à laquelle participèrent près de 10 000 ouvriers. Après plusieurs jours d'affrontement les grévistes obtinrent satisfaction (réintégration des licenciés, diminution de la charge de travail). A la suite de ce succès, il y eut un développement d'organisations syndicales, qui fusionnèrent dans le KMU. Les salaires très bas de cette zone franche (moins de 4 dollars, environ 30 FF par jour) sont cependant supérieurs au salaire minimum fixé à 2 dollars par jour. Pour les travailleurs agricoles le salaire n'est que d'un dollar par jour, un véritable salaire de famine. A la morte saison le salaire peut encore tomber de moitié. "Le Monde" du 25/3/86 raconte comment des travailleurs agricoles ont été licenciés après s'être syndiqués: l'un d'eux est mort de faim. Leur patron était pourtant un des soutiens de Cory Aquino...

Pour faire face à la détérioration croissante de la situation (grèves, guérillas) le régime leva l'état d'urgence en 1981 et entreprit un tournant démocratique, ce qui ne mit pas fin à la répression ni aux actions contre les foyers de guérilla dans le sud de l'archipel.

La crise économique mondiale,

qui frappa de plein fouet le pays, provoqua des centaines de milliers de licenciements, une détérioration de la balance des paiements, le développement de l'agitation sociale. En raison de son importance stratégique et des intérêts économiques investis, les USA n'ont pas rechigné pour renflouer l'archipel. Mais, fin 83, une délégation du FMI découvrait

que les chiffres présentés par le gouvernement étaient truqués! Entre autres "irrégularités" il manquait 635 millions de dollars. Ce fût... la Chine qui vint au secours de Marcos et versa les dollars. Le premier ministre chinois Wanli expliqua que la Chine "souhaite sincèrement voir l'Asie du Sud-Est devenir une "région pacifique, stable et prospère (...). "Nous sommes disposés à continuer nos efforts inlassables dans ce but, "en commun avec les Philippines et "d'autres pays" (1).

L'épisode montre l'intérêt de la Chine pour la stabilité sociale dans l'archipel (malgré la présence d'une guérilla "pro-communiste") et son intégration dans le jeu contre-révolutionnaire de l'impérialisme.

Mais l'aide de l'impérialisme ne suffit pas à renverser la situation et à éviter la dépression économique. Les guérillas paysannes de la Nouvelle Armée du Peuple, héritières des guérillas "Huks" brisées par les américains dans les années 50, continuèrent à se développer, surtout dans le Sud puis dans le centre du pays. Plus dangereuse encore pour les firmes américaines était la poussée des grèves, en augmentation en 1985 de 30% sur 1984 (2). Parmi les plus importantes de 1985 il faut noter la grève de 3 semaines des 7 000 ouvriers de Stanford Microsystems, marquée par de violents affrontements entre piquets de grève et police privée de l'entreprise.

Au cours de l'année dernière les rapports officiels américains se multiplièrent pour indiquer l'aggravation de la situation; la CIA signalait que d'ici 3 ans les guérilleros de la NAP pourraient poser de graves problèmes à l'armée et que les USA couraient le risque d'un "nouvel Iran".

En fait les américains s'étaient inquiétés depuis quelque temps de trouver une solution de rechange au régime Marcos. Ils pensent trouver leur homme en la personne de Benigno Aquino, issu d'une des plus riches familles du pays, ennemi personnel de Marcos qui le fit emprisonner et condamner à mort en 1973. Aquino, ami personnel des Kennedy, était lié au parti démocrate

américain; comprenant le danger de voir les USA le lâcher, Marcos n'hésita pas à faire assassiner son rival dès sa descente d'avion. Mais le mécanisme de son éviction était en marche. Les américains s'employèrent à consolider une "opposition démocratique" autour de la veuve d'Aquino, pour prendre de vitesse une coalition nationaliste et "de gauche", jugée peu fiable car suspecte de sympathie avec le PC, et dont l'un des dirigeants est le propre frère de Benigno Aquino, un homme d'affaires influent.

Un renfort décisif à la coalition "modérée" de Cory Aquino fut fourni par l'Eglise catholique et son chef l'archevêque Sin, ami personnel des Aquino, ce qui ne gêna rien. Mais la victoire de la coalition ne fut obtenue que par le ralliement des hommes clés du gouvernement Marcos, le ministre de la Défense et le chef des armées, au cours de la mascarade de "l'insurrection populaire" de mi-février.

Le nouveau gouvernement, prétendument "révolutionnaire", comprend des hommes d'affaires autour de Jaime Ongpin, ministre des finances et président d'un puissant groupe minier, des anciens du gouvernement Marcos autour de l'ex-ministre de la Défense Enrile, riche avocat d'affaires de Manille et qui contrôle l'industrie du cacao, de grands bourgeois riches comme le premier ministre Laurel qui se sont acquis à peu de frais une réputation d'opposants à l'ancien régime alors qu'ils en ont été les bénéficiaires, et une pléiade d'avocats "libéraux".

Un tel gouvernement peut-il apporter un soulagement à la misère des masses? Sans doute Cory Aquino a promis qu'elle allait améliorer le sort des travailleurs agricoles de ses propres plantations et faire de ses haciendas "un modèle de réforme dans l'industrie du sucre", mais ajoute-t-elle "il faut me donner un peu de temps" (3); sans doute elle a juré de supprimer le monopole du sucre, source importante de revenus pour le régime Marcos, aux mains d'un cousin des Aquino (le monde est petit!) Ed. Cojuangco maintenant en fuite; mais, bizarrement, elle a choisi comme ministre de l'agriculture, chargé de la réforme agraire, un protégé de ce Cojuangco. Et pour l'instant les milices privées de Cojuangco font toujours régner l'ordre des propriétaires terriens dans l'île de Négros (4).

Le principal atout du nouveau gouvernement est sa formidable popularité, acquise par le départ de Marcos, et qui est entretenue et relayée par l'Eglise catholique, seule force organisée et influente parmi la population sur laquelle il puisse compter. Fort de cette popularité, il va tenter de stopper les guérillas et de contenir l'agitation ouvrière. Il est bien possible que grâce à l'ivresse née de la fuite de Marcos, le gouvernement obtienne quelque succès. Le 21 mars Aquino lançait un appel "à nos frères et sœurs qui sont dans "le maquis et dans la clandestinité" pour qu'ils "rejoignent le peuple et "prennent place dans la reconstruction "de notre pays" et l'Eglise a dépêché des émissaires pour convaincre les insurgés de déposer les armes. Il semble, selon des communiqués du PC, que les guérilleros soient prêts à un cessez-le-feu et à

des négociations; ils félicitent Aquino pour ses mesures de "démantèlement "des structures fascistes". La grande grève des 22 000 travailleurs de la base américaine de Subic Bay, la première du genre, a échoué devant la fermeté US et les pressions des autorités; les grévistes étaient allés jusqu'à installer des piquets de grève et rudoyer quelques américains...

Tôt ou tard, l'ivresse et les illusions de fraternité entre les classes disparaîtront devant les affrontements sociaux; le capitalisme philippin est toujours en difficulté, dépendant de l'aide internationale qui est subordonnée aux négociations avec le FMI: le programme d'austérité de ce dernier devra être appliqué. "Quel écueil menace "la révolution de demain? l'écueil où s'est brisée celle d'hier: la déplorable popularité des bourgeois déguisés en tribuns (...). Traitres seraient les gouvernements qui, élevés sur les parvis prolétaires, ne feraient pas à l'instant même opérer 1) le désarmement des gardes bourgeoises, 2) l'armement de tous les ouvriers (...)".

"Pour les prolétaires qui se "laissent amuser par des promenades "ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de la liberté, par des "phrases sonores d'avocat, il y aura "de l'eau bénite d'abord, des injures "ensuite, enfin de la mitraille; de la "misère toujours" avertissait au siècle dernier, Blanqui, après que la généreuse ivresse de la fraternité de la "belle révolution" de février 1848 se soit dissipée dans les fusillades de juin.

Cet avertissement vaut aujourd'hui pour les prolétaires et les exploités des Philippines qui mordent à l'hameçon de la "révolution populaire" menée par la bourgeoisie et l'oligarchie, bénie par l'Eglise, qui ne songe évidemment pas à désarmer les milices des grands propriétaires, ni l'armée régulière, rebaptisée "Nouvelle Armée Populaire" (!), mais appelle les masses à la non-violence et les insurgés à rendre les armes. ●

1) "Le Monde", 11/1/84.

2) L'hebdomadaire américain Business Week écrit textuellement dans son numéro du 24/2/86 "au moins pour l'instant l'insurrection communiste "n'est pas le plus grand danger. Un "problème plus immédiat est la radicalisation croissante de la force de travail. "Le suisse Nestlé (...) est entré dans "sa 3ème semaine de grève par le syndicat "militant KMU (dont le nom signifie "mouvement du premier mai). (...) Le "problème du militantisme ouvrier et "le déclin général de l'économie risquent "d'empêcher le départ des entreprises "(...) car cela signifie qu'il y a peu "d'acheteurs pour des investissements "dans des sociétés philippines".

3) Interview au "Monde", 7/3/86.

4) "L'euphorie qui prévaut à Manille "n'est pas de mise dans l'île de Négros. "On y a certes fêté la chute de Marcos, "mais depuis rien n'a changé: embuscades, "meurtres, disparitions font partie du "lot quotidien. Les 60 prisonniers politiques "sont toujours détenus par l'armée "(...) Avec l'insurrection communiste, "les barons du sucre ont renforcé leurs "armées privées composées de mercenaires "et de membres des forces paramilitaires" "Le Monde" 25/3/86.

## BANQUES ET APARTHEID

Les gouvernements occidentaux ne perdent jamais une occasion de flétrir "le système odieux" de l'apartheid et ils font grand tapage sur les pressions que, paraît-il, ils ne cessent d'exercer sur l'Afrique du Sud pour contraindre Prétoria à des réformes radicales; ils parlent même de plus en plus de "sanctions économiques" contre le régime.

Un article du "Journal de l'Economie Africaine" (13/3/86) permet de mesurer la réalité de ces beaux discours. Le 20 février dernier un accord a été conclu entre le gouvernement sud-africain et les 30 banques les plus importantes qui ont prêté de l'argent à ce pays; 230 autres banques ont, par télex, ratifié cet accord.

Il consiste à accorder un moratoire de 1 an à la RSA pour rembourser ses dettes, étant entendu, que d'ici là, elle devra payer 5% des sommes dues, plus l'intérêt du total. Desmond Tutu et d'autres avaient appelé les banques à refuser d'accéder aux demandes du gouvernement sud-africain et à faire pression sur lui en saisissant ses avoirs à l'étranger.

Nos banquiers, tout démocrates qu'ils soient, leur ont cyniquement répondu en signant cet accord, officiellement défini comme "un premier pas

"vers la restauration de la normalisation "des relations financières extérieures "de l'Afrique du Sud".

Le journal publie également le tableau ci-dessous, qui indique les banques qui ont prêté le plus à la RSA, de 82 à 84. Les banques françaises, nationalisées et dirigées par des PDG "de gauche", ont été celles qui ont le plus financé le régime d'apartheid. Ecoeuvrante hypocrisie du social-impérialisme qui multiplie les poses et les discours anti-racistes, tout en étant au premier rang de ceux qui, par ces prêts, veulent avoir leur part de l'exploitation des masses noires! ●

Banques	Total des prêts (en millions de dollars)
1. Hill Samuel Group Ltd. (GB)	1 397,8
2. Nedbank Group Ltd. (RSA)	1 158,1
3. Union Bank of Switzerland (Suisse)	1 111,5
4. Swiss Bank Corporation (Suisse)	1 038,5
5. Cie Financière de Paribas (F)	927,8
6. Cie Financière de Suez (F)	897,8
7. Bayerische Vereinsbank (RFA)	866,5
8. Dresdner Bank AG (RFA)	861,0
9. Crédit commercial de France (F)	847,8
10. Oesterreichische Länderbank AG (Autriche)	846,2
11. Hambros PLC (GB)	842,8
12. Société générale (F)	830,1